

Rapport Annuel 2025



Mantenir la Paix dans l'Agenda

la Société Civile en Période d'Instabilité Mondiale



CIVIL SOCIETY
PLATFORM
FOR PEACEBUILDING
AND STATEBUILDING

« Parce que nous savons que la paix n'est pas le fruit du hasard. Elle se forge grâce au courage, au compromis et, surtout, à l'action. Nous devons agir pour faire taire les armes et renforcer la diplomatie. [...] Nous devons agir pour nous attaquer aux causes profondes des conflits, qu'il s'agisse des inégalités, de l'exclusion, des discours haineux ou du chaos climatique. Nous devons agir pour investir dans la prévention, le dialogue et la confiance. Et nous devons agir pour soutenir les artisans de la paix, en particulier les femmes et les jeunes, qui sont en première ligne de l'espoir. »

**- António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies,
12 septembre 2025**

Table des MATIÈRES

01	Avant-propos	01
02	Messages des coprésidents	02
03	Résumé Exécutif	04
04	Acronymes	06
05	Introduction	07
06	À propos de la CSPPS	09
07	Coordination du réseau	12
08	Amplification	22
09	Influence politique	30
10	Perspectives stratégiques pour 2026	42
11	Annexes	44
	<i>Publications</i>	45
	<i>Fonctionnement de la plateforme</i>	46

AVANT-PROPOS

L'année 2025 a été difficile et éprouvante pour la communauté des acteurs de la consolidation de la paix ainsi que pour la population mondiale. Nous avons assisté à des changements géopolitiques majeurs, à un renforcement des restrictions des droits et libertés des citoyens dans de nombreux pays, à une réduction des financements consacrés à la paix et à la perte d'innombrables vies à travers le monde en raison d'un nombre record de conflits violents.

Si nous ne devons jamais oublier l'ampleur des souffrances humaines dans le monde et les immenses défis auxquels nous sommes confrontés en tant que population, il est également plus important que jamais de se tourner vers les points positifs qui nous encouragent à poursuivre notre travail pour construire et maintenir la paix dans nos communautés. La communauté des membres et partenaires de la CSPPS est l'un de ces points positifs : en 2025, nous nous sommes réunis autour de différents partenariats, projets et événements afin de faire progresser nos objectifs collectifs en matière de paix, de justice, d'inclusion et de meilleure gouvernance.

Pour zoomer sur certains de ces points positifs : l'une des principales réalisations de la Plateforme en 2025 a été son rôle dans la facilitation du projet *Youth, Peace and Security (YPS) Consultations for Big Impact*, dans le cadre duquel sept organisations de sept pays différents ont été sélectionnées pour mener des consultations inclusives afin de recueillir les contributions des jeunes sur la meilleure façon de progresser vers une paix et une sécurité durables. Nous avons également commémoré la fin de l'alliance quinquennale de *Just Future*, un partenariat stratégique qui a eu un impact considérable sur l'autonomisation des voix de la société civile dans six contextes fragiles et touchés par des conflits. Enfin, nous avons été heureux d'être présents à Peace Connect à Nairobi. Ce rassemblement a été

l'occasion de réunir 500 praticiens de la consolidation de la paix, dont beaucoup étaient des membres et des partenaires du CSPPS, afin de renforcer nos liens les uns avec les autres et notre engagement envers notre travail commun en faveur de la paix.

À l'aube de 2026, je reste reconnaissant pour la collaboration et la coopération entre les membres de notre réseau. En tant que CSPPS, nous poursuivrons nos efforts pour partager les informations et l'expertise entre les membres, participer à des initiatives de plaidoyer en tant que plateforme et rechercher de nouvelles opportunités d'actions collectives et percutantes. Le pouvoir des réseaux, qui permet aux organisations d'unir leurs forces, est d'autant plus important dans un monde où les acteurs de la société civile sont confrontés à des restrictions de leur liberté d'expression et ont peu de possibilités d'obtenir des financements.

Nous exprimons notre sincère gratitude à nos donateurs et à nos sympathisants qui ont rendu notre travail possible en 2025. Nous sommes reconnaissants de notre partenariat avec BMZ, le ministère allemand de la Coopération économique et du Développement, qui nous permet de poursuivre ces efforts en 2026 et 2027. Je vous souhaite à tous une année sûre et épanouissante. Continuons à espérer et à œuvrer pour un monde plus pacifique.

Peter van Sluijs
CSPPS Coordinator



MESSAGE DE M. CHALACHEW WORKU - COPRÉSIDENT DU COMITÉ EXÉCUTIF

POSITIVE PEACE ETHIOPIA [Éthiopie]

Chers membres du réseau mondial CSPPS, chers partenaires et chers collègues artisans de la paix à travers le monde,

Alors que nous réfléchissons à une nouvelle année de luttes et de succès communs dans notre quête de la paix, je me rappelle la force profonde que nous tirons les uns des autres. Ici, en Éthiopie, à la tête de Positive Peace Ethiopia, j'ai vu comment les liens humains peuvent tisser la résilience dans le tissu même des communautés les plus fracturées. Dans un monde où les divisions semblent souvent insurmontables, c'est notre détermination collective qui éclaire la voie à suivre.

Cette année, alors que nous sommes confrontés à une montée du radicalisme et des pratiques non démocratiques qui menacent d'éroder les fondements de l'harmonie, j'appelle tous les acteurs de la paix, où qu'ils se trouvent, à s'unir. Levons-nous ensemble contre ces forces, en privilégiant le dialogue plutôt que la discorde et l'empathie plutôt que l'exclusion. Pour construire des sociétés pacifiques, nous devons nous concentrer sur les communautés marginalisées qui subissent de graves conflits, en particulier dans les pays du Sud, où les voix sont trop souvent réduites au silence par la violence, les déplacements et la négligence. Leurs histoires sont nos histoires ; leur souffrance est un appel à l'action qui exige que nous les écoutions, que nous apprenions et que nous les soutenions.

Engageons-nous à favoriser des processus démocratiques qui incluent véritablement les jeunes femmes et les jeunes hommes dans tous les espaces décisionnels, des conseils locaux aux forums mondiaux. Leurs perspectives nouvelles et leur énergie inébranlable sont essentielles pour élaborer des solutions durables. Ensemble, nous pouvons lutter contre les défis profondément enracinés que sont la pauvreté, la mauvaise santé et l'éducation inadéquate, qui alimentent les cycles de troubles. Adoptons des pratiques économiques transformatrices qui autonomisent les jeunes, en les impliquant en tant que leaders et innovateurs, soutenus par des ressources et des opportunités pour conduire le changement à partir de la base.

Nous ne sommes pas seuls dans ces efforts. Notre réseau, riche d'expériences diverses et d'un dévouement sans faille, prouve que lorsque nous collaborons avec un cœur ouvert et un respect mutuel, une véritable transformation est possible. Le secrétariat du CSPPS et tous nos membres m'inspirent chaque jour par leur travail inlassable pour amplifier les voix locales sur la scène internationale.

Alors que nous entrons dans la nouvelle année, gardons cet esprit de solidarité. Chaque petit acte de courage, chaque pont que nous construisons, nous rapproche d'un monde où la paix fait partie intégrante de la vie quotidienne de tous.

Avec une profonde gratitude et une détermination inébranlable,

Chalachew Worku





MESSAGE DE MS. ELIZABETH (LIZ) HUME - COPRÉSIDENTE DU COMITÉ EXÉCUTIF

ALLIANCE FOR PEACEBUILDING [États-Unies]

L'année dernière a été extrêmement difficile pour la consolidation de la paix, les conflits violents continuant de se multiplier à un rythme record dans le monde entier.

Dans le même temps, les dépenses militaires ont atteint un niveau sans précédent et l'aide au développement, y compris les programmes de consolidation et de prévention de la paix, a été considérablement réduite par les principaux donateurs, notamment les États-Unis. Il est facile de sombrer dans le cynisme et le désespoir. Mais le CSPPS et ses membres font preuve de résilience et continuent de travailler sans relâche pour démontrer pourquoi la prévention et la consolidation de la paix sont essentielles pour faire face à la situation actuelle. AfP est fier d'être membre du CSPPS, et je suis convaincu que le CSPPS et ses membres continueront à intensifier leurs efforts pour mettre en place l'action collective et le plaidoyer nécessaires pour inverser la tendance en matière de conflits violents. Je suis honoré et reconnaissant d'avoir l'opportunité de présider le comité exécutif, où je travaille avec des personnes extraordinaires qui se consacrent à relever certains des plus grands défis de notre époque.

Elizabeth (Liz) Hume

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'année 2025 a été l'une des plus difficiles pour la consolidation de la paix dans l'histoire récente. Les conflits armés se sont intensifiés et étendus à plusieurs régions, tandis que les crises prolongées se sont aggravées et que de nouveaux théâtres de violence ont vu le jour. Dans le même temps, l'espace civique a continué de se réduire à l'échelle mondiale, les acteurs de la société civile étant de plus en plus confrontés à des restrictions, à des mesures de sécurisation et à des pressions politiques. Cette dynamique a été aggravée par la militarisation croissante et la baisse soutenue des ressources financières allouées à la coopération au développement et à la consolidation de la paix, en particulier pour les organisations locales et communautaires.

Dans ce contexte, la coopération multilatérale et la diplomatie préventive ont été de plus en plus mises de côté au profit de mesures de sécurité à court terme. Les réductions de financement, l'évolution des priorités des donateurs et la polarisation géopolitique croissante ont affaibli les investissements à long terme dans la consolidation de la paix et la cohésion sociale. Pour les organisations de la société civile opérant dans des contextes fragiles et touchés par des conflits, l'année 2025 a été caractérisée par des risques opérationnels accrus, un accès réduit aux espaces de prise de décision et une incertitude croissante quant à la durabilité des initiatives de soutien à la paix.

Face à ces défis mondiaux, la CSPPS et ses membres ont été contraints de s'adapter rapidement et stratégiquement afin de renforcer l'action collective. La Plateforme a poursuivi ses efforts de plaidoyer pour défendre l'espace civique, promouvoir la consolidation inclusive de la paix et renforcer l'engagement avec les décideurs nationaux, régionaux et internationaux afin de garantir que les

priorités en matière de consolidation de la paix restent visibles malgré les crises mondiales concurrentes. Pour ce faire, elle a facilité la collaboration Sud-Sud et Sud-Nord, le soutien entre pairs, l'échange de connaissances et la fertilisation croisée entre les parties prenantes concernées. Parallèlement, la CSPPS et ses membres ont cherché à diversifier et à sécuriser leurs ressources en identifiant des opportunités de financement nouvelles et créatives dans un environnement financier de plus en plus contraignant.

Ce rapport annuel présente un aperçu du travail de la Plateforme tout au long de l'année 2025, reflétant la mission et la stratégie de la CSPPS. Il documente les activités de la CSPPS dans ses trois domaines d'action principaux : la coordination (renforcement des liens entre les acteurs de la société civile engagés dans la consolidation de la paix dans différentes régions et différents domaines thématiques), l'amplification (mise en avant des voix, de l'expertise et des priorités des acteurs locaux de la consolidation de la paix dans les espaces politiques et les débats publics) et l'influence politique (mobilisation des décideurs afin d'influencer les politiques et les cadres liés à la consolidation de la paix, à la prévention et à l'espace civique).

Malgré un environnement mondial de plus en plus contraignant pour la consolidation de la paix, la CSPPS a réalisé des progrès significatifs dans le renforcement de l'action collective, l'amplification des voix locales et l'amélioration de l'influence politique tout au long de l'année 2025. CSPPS a joué un rôle central dans des initiatives collectives majeures, notamment les consultations Youth, Peace and Security Consultations for Big Impact, qui ont permis à des organisations dirigées par des jeunes dans divers contextes d'intégrer les priorités locales

dans les processus politiques mondiaux. Grâce à son engagement soutenu dans le Dialogue International sur la Consolidation de la Paix et la Construction de l'État (IDPS), la coalition SDG16+ et les principaux forums multilatéraux et des Nations unies, la CSPPS a mis en avant les perspectives de la société civile sur la prévention des conflits, l'espace civique et la gouvernance inclusive. La plateforme a également renforcé son action de plaidoyer par le biais de déclarations politiques conjointes, d'événements mondiaux et de campagnes coordonnées, tout en soutenant ses membres par la production de connaissances, des initiatives de narration et un renforcement ciblé des capacités. Ensemble, ces réalisations ont réaffirmé le rôle essentiel de la CSPPS en tant que rassembleur, défenseur et amplificateur de la consolidation de la paix menée localement en période de crise mondiale.

ACRONYMES

AEF	Africa-Europe Foundation
AfP	Alliance for Peacebuilding
AJCAD	Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie
APT	Afghans for Progressive Thinking
ASG	Assistant Secretary-General
AYR-UN	Afghan Youth Representative to the United Nations
BMZ	German Federal Ministry of Economic Cooperation and Development
CFI	Canal France International / French Media Institute
CG	CSPPS Core Group
COP	Conference of the Parties
CSO(s)	Civil Society Organisation(s)
CSPPS	Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding
DPPA	United Nations Department of Political and Peacebuilding Affairs
EC	CSPPS Executive Committee
EPLO	European Peacebuilding Liaison Office
FCAS	Fragile and conflict-affected settings
FfD4	International Conference on Financing for Development
FNDP	Forum National sur la Dette et la Pauvreté
FPD	Focal Point Deputy
FPO	Focal Point Organisation
FPR	Focal Point Representative
g7+	Group of Seven Plus
HDP	Humanitarian-Development-Peace Nexus
HDRI	The Human Development and Rights Initiative
HLPF	High-level Political Forum on Sustainable Development
IDLO	International Development Law Organization
IDPS	International Dialogue on Peacebuilding and Statebuilding
INCAF	International Network on Conflict and Fragility
ISEPS	Initiative Sougourounoma pour l'Éducation, la Paix et la Santé
NAP	National Action Plan
NDI	Nepal Dialogue Initiatives
OECD	Organisation for Economic Co-operation and Development
PBAR	United Nations Peacebuilding Architecture
PBC	Peacebuilding Commission
PPE	Positive Peace Ethiopia
Search	Search for Common Ground
SCPS	Sustainable Cooperation for Peace and Security
SDG5	Sustainable Development Goal on Gender Equality
SDG16	Sustainable Development Goal on Peace, Just and Inclusive Societies
SDGs	Sustainable Development Goals
SKC	Sigaw ng Kabataan Coalition
SPAII	Strategic Partnership Agreement
SSTC	South-South and Triangular Cooperation

TAA	Tiro Association for Arts
TAP	Transparency, Accountability and Participation
UN	United Nations
UNDESA	United Nations Department of Economic and Social Affairs
UNDP	United Nations Development Programme
UNOY	United Network of Young Peacebuilders
VNR	Voluntary National Review
WPS	Women, Peace and Security
YPPD	Youth Partnership for Peace and Development
YPS	Youth, Peace and Security
YWBOD	Youth Without Borders Organization for Development

INTRODUCTION

L'année 2025 a été l'une des plus difficiles pour la consolidation de la paix depuis longtemps. Dans un contexte d'instabilité géopolitique accrue et de crises mondiales convergentes, la nécessité d'efforts soutenus et inclusifs en faveur de la consolidation de la paix est devenue plus évidente que jamais. Dans un même temps, cette année a réaffirmé le rôle essentiel de la société civile en tant que pierre angulaire de la prévention des conflits, de la cohésion sociale et des initiatives locales de consolidation de la paix.

L'année a été marquée par de grands changements et une grande instabilité, avec de nombreux défis mondiaux qui ont atteint leur paroxysme : des conflits à grande échelle ayant des conséquences dévastatrices pour les civils se sont poursuivis en Palestine, en Ukraine et au Soudan, parallèlement à de nombreuses crises prolongées et souvent sous-médiatisées, notamment dans l'est de la République démocratique du Congo, au Myanmar et en Haïti. Ces dynamiques ont été aggravées par l'escalade de la crise climatique, qui a atteint un nouveau seuil alarmant lorsque le réchauffement climatique a dépassé 1,5 °C. Comme le reconnaît de plus en plus le lien entre climat, paix et sécurité, les chocs liés au climat et la dégradation de l'environnement sont des facteurs de risque importants pour l'insécurité, la fragilité et les conflits violents, en particulier dans des contextes déjà vulnérables.

Les acteurs de la consolidation de la paix ont également été confrontés à des défis structurels croissants. L'espace civique a continué de se réduire dans de nombreuses régions, le recul de la démocratie et les restrictions croissantes des droits et libertés fondamentaux affectant la capacité de la société civile à fonctionner de manière sûre et efficace. En même temps, le financement de la consolidation de la paix et de la prévention a encore diminué. La fermeture de l'USAID au début de l'année 2025, un donateur majeur dans le domaine de la paix et du développement, a créé d'importants déficits de financement qui ont été durement ressentis par les organisations de la société civile du monde entier. Parallèlement, de nombreux gouvernements ont considérablement augmenté leurs dépenses militaires et de défense, limitant encore davantage les ressources disponibles pour les efforts de développement, de prévention et de consolidation de la paix.

Dans ce contexte, il est plus urgent que jamais de renforcer l'action collective et les approches communautaires. Il est essentiel de donner la priorité à la paix, même dans un monde où elle a été mise de côté. Une paix durable ne peut être atteinte sans donner la priorité aux initiatives locales, renforcer les réseaux de solidarité et garantir l'inclusion significative des acteurs de la société civile – en particulier ceux du Sud –

dans les processus décisionnels internationaux et nationaux. La consolidation de la paix reste essentielle pour s'attaquer aux causes profondes des conflits et bâtir des sociétés résilientes et inclusives.

Dans ce contexte, le rôle de la Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding (CSPPS) en 2025 s'est concentré sur le renforcement des liens entre ses membres à travers le monde, le soutien aux acteurs de la société civile pour qu'ils maintiennent leur engagement en faveur de la consolidation de la paix malgré un environnement opérationnel contraignant, et la promotion d'une plus grande reconnaissance des contributions de la société civile dans tous les domaines politiques. Au cours d'une année marquée par l'incertitude et la diminution des ressources, la Plateforme a donné la priorité à l'action collective, à la solidarité et au positionnement stratégique afin de garantir que les perspectives locales restent présentes dans les discussions internationales sur la paix, la fragilité et le développement durable. Les trois domaines d'action prioritaires de la CSPPS – coordination, amplification et influence politique – sont des piliers qui se renforcent mutuellement et qui, ensemble, définissent la valeur ajoutée de la Plateforme dans l'écosystème de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits. Les efforts de **coordination** se sont concentrés sur le renforcement et l'amplification des équipes nationales et de la cohésion interne entre les réseaux régionaux et thématiques, la facilitation des échanges entre les membres et la création d'espaces de réflexion commune, d'apprentissage entre pairs et de collaboration. Cela a notamment consisté à élargir notre réseau à de nouveaux pays, à renforcer l'engagement des équipes nationales, à soutenir les initiatives menées par les membres et à favoriser les partenariats qui renforcent la capacité collective de la société civile à répondre aux nouveaux défis. L'**amplification** s'est concentrée sur la mise en avant des voix, de l'expertise et des priorités des acteurs locaux de la consolidation de la paix, en particulier ceux issus de contextes fragiles et touchés par des conflits, à travers des moments de plaidoyer mondial, des communications et une participation stratégique à des forums internationaux. La plateforme s'est efforcée de garantir que les discours de la société civile reflètent les réalités vécues et contribuent de manière substantielle aux débats politiques. **Influencer les politiques** consistait à impliquer les décideurs et les acteurs institutionnels afin d'influencer les politiques, les cadres et les priorités de financement dans le domaine de l'ODD 16, pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives. La CSPPS a continué à se positionner comme un interlocuteur crédible entre la société civile et les acteurs multilatéraux, en promouvant les approches locales et la gouvernance inclusive comme éléments centraux d'une paix durable.

Tout au long de l'année 2025, la Plateforme s'est efforcée d'identifier les possibilités d'engagement collectif, de faciliter l'accès aux nouvelles modalités de financement et de renforcer la participation de la société civile au dialogue mondial sur la paix et le développement. Les étapes clés franchies dans ces trois domaines ont renforcé l'engagement dans les processus politiques internationaux, accru la visibilité des initiatives et des perspectives des membres et renforcé les mécanismes de coordination interne, ce qui a permis un positionnement collectif plus cohérent. Ensemble, ces efforts ont contribué à consolider le rôle de la CSPPS en tant que lien au sein de la société

civile et acteur influent dans l'architecture plus large de la consolidation de la paix, démontrant ainsi comment des réseaux coordonnés, des voix locales amplifiées et un plaidoyer stratégique peuvent se renforcer mutuellement pour obtenir des résultats plus inclusifs et plus efficaces en matière de consolidation de la paix.

QUI SOMMES-NOUS ?

La Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding (CSPPS) est un réseau mondial regroupant plus de 800 organisations de la société civile opérant dans plus de 50 pays afin de promouvoir la consolidation de la paix et la prévention des conflits dans les situations de fragilité et de conflit (SFC). La CSPPS s'efforce de renforcer la voix, le leadership et l'action de la société civile locale dans l'élaboration des processus politiques nationaux, régionaux et mondiaux liés à la consolidation de la paix, à la prévention des conflits et au développement durable. La CSPPS est le forum officiel pour la participation coordonnée de la société civile au Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS) et facilite ainsi un engagement inclusif entre la société civile, les gouvernements et les partenaires internationaux. La Plateforme contribue activement aux principaux programmes politiques mondiaux, notamment l'Agenda 2030 des Nations Unies, le Nouvel Agenda pour la paix et d'autres processus politiques pertinents, en plaidant en faveur d'approches locales de la prévention des conflits et de la réforme de la gouvernance.

Soutenue par un secrétariat hébergé par Cordaid aux Pays-Bas, la CSPPS promeut un plaidoyer coordonné en faveur de sociétés pacifiques, justes et inclusives, plaçant l'ODD 16 au cœur de son mandat.

NOTRE IDENTITÉ : La CSPPS rassemble une représentation diversifiée d'acteurs de la société civile à l'échelle mondiale, provenant à la fois de pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence, et d'organisations internationales de la société civile travaillant sur des questions liées à la consolidation de la paix, à la prévention des conflits et au développement aux niveaux national, régional et mondial. La CSPPS soutient les interventions dans les pays afin d'amplifier et de renforcer la voix de la société civile dans les dialogues politiques et les processus politiques connexes. Au niveau mondial, la CSPPS représente la société civile dans le cadre du Dialogue International sur la Consolidation de la Paix et l'État (IDPS), un partenariat tripartite stratégique pour le dialogue politique réunissant des acteurs de la société civile, des gouvernements du groupe G7+ et des bailleurs de fonds représentés par le Réseau international sur les conflits et la fragilité (INCAF).

NOTRE VISION : À la CSPPS, nous nous efforçons de mettre en place une collaboration internationale qui apporte une paix durable et un développement inclusif pour tous.

CE QUE NOUS FAISONS

La CSPPS s'engage à autonomiser la société civile locale en tant que partenaire à part entière et égalitaire dans la prévention des conflits, le maintien de la paix et l'élaboration de politiques inclusives. Nous encourageons la collaboration Sud-Sud et Sud-Nord, renforçons le plaidoyer local, national et mondial, et veillons à ce que l'expertise acquise sur le terrain dans des contextes fragiles alimente la prise de décision à haut niveau. Avec nos membres, nous travaillons à ouvrir des portes, à établir des partenariats et à garantir une participation significative de la société

civile aux processus de consolidation de la paix et de prévention des conflits dans le monde entier.

NOTRE MISSION : La mission de la CSPPS est de renforcer la voix et la capacité de la société à s'engager efficacement et à influencer la consolidation de la paix et la construction de l'État, afin de contribuer de manière décisive à la prévention des crises et à une paix et un développement durables pour tous.

NOTRE THÉORIE DU CHANGEMENT : Si nous façonnons et influençons les structures et les processus mondiaux et nationaux afin de traiter les sources de conflits destructeurs et de renforcer la résilience, les pays et leurs citoyens seront moins enclins à recourir à la violence, car ils disposeront des moyens nécessaires pour gérer leurs griefs et améliorer leur qualité de vie.

NOS OBJECTIFS :

- Renforcer et élargir l'engagement et l'inclusion de la société civile dans la consolidation de la paix et la prévention des conflits.
- Influencer les politiques de prévention des conflits, de consolidation de la paix et de développement à tous les niveaux.
- Façonner et contribuer à l'IDPS, aux objectifs de développement durable et aux processus humanitaires avec des valeurs de consolidation de la paix.

NOTRE STRATÉGIE

COORDINATION : Coordonner l'engagement de la société civile dans le cadre du Dialogue international sur la consolidation de la paix et la construction de l'État (IDPS) et du dialogue politique avec les partenaires concernés dans les domaines connexes. Élargir le réseau du CSPPS en engageant de nouveaux partenaires potentiels de la société civile et en apportant un soutien à la mise en place d'équipes nationales dynamiques de la société civile dans les pays du G7+ et dans le monde entier.

AMPLIFICATION : Consolider et renforcer les coalitions de la société civile grâce au renforcement des capacités, à l'apprentissage entre pairs et au soutien technique, afin de permettre une action collective plus cohérente et plus efficace. Assurer une participation coordonnée de la société civile dans le cadre du processus IDPS et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en veillant à ce que les perspectives locales issues de contextes fragiles et touchés par des conflits soient représentées et amplifiées de manière significative dans les espaces décisionnels internationaux.

INFLUENCE SUR LES POLITIQUES : Poursuivre le plaidoyer aux niveaux mondial, régional et national pour le respect et la reconnaissance des valeurs et des principes de consolidation de la paix et la promotion de processus inclusifs à tous les niveaux. Les efforts de plaidoyer se concentrent sur la lutte contre les causes profondes des conflits et de la fragilité, tout en recherchant un soutien pour les actions préventives et les initiatives de soutien à la paix.

NOTRE VALEUR AJOUTÉE

L'ACCENT SUR LA SOCIÉTÉ CIVILE : Nous plaçons les organisations et les acteurs de la société civile au premier plan des discussions sur la consolidation de la paix et la prévention des conflits. Leur rôle est essentiel, tant au niveau national qu'international, pour une coopération durable au développement dans le domaine de l'ODD 16.

FAVORISER LE SUD ET LE NORD : La CSPPS est un réseau mondial d'organisations de la société civile issues tant du Sud que du Nord. Nous nous efforçons de favoriser un dialogue continu, un apprentissage commun et un enrichissement mutuel entre les deux sphères sur les tendances émergentes et les questions politiques clés.

RELIER LES OPPORTUNITÉS SUD-SUD : La CSPPS prône un changement dans la dynamique du pouvoir dans la promotion et la mise en œuvre des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix. À cet égard, l'exploration des liens Sud-Sud et la coopération en matière d'apprentissage entre pairs sont des éléments clés sur lesquels s'appuie la CSPPS. Une telle coopération est possible grâce à l'engagement des membres de la CSPPS dans l'organisation des dialogues régionaux de l'IDPS, des réunions bimestrielles du groupe restreint de la CSPPS et des programmes connexes (par exemple, le programme Just Future ou le YPS Consultations for Big Impact).

UNE CONSTITUANTE CENTRALE DE LA STRUCTURE DE L'IDPS : La CSPPS fait partie d'un partenariat unique appelé le Dialogue international sur la consolidation de la paix et la construction de l'État (IDPS). Grâce à sa structure tripartite, l'IDPS rassemble des représentants gouvernementaux d'États fragiles et touchés par des conflits par le biais du g7+, des donateurs internationaux par le biais de l'INCAF et la société civile par le biais de la CSPPS. Il offre un espace formel dans lequel la société civile peut exprimer ses préoccupations sur des aspects cruciaux et des questions d'actualité du programme de consolidation de la paix.

AGIR SUR L'ODD 16+ : La CSPPS aborde le Programme de développement durable à l'horizon 2030 à travers le prisme de l'ODD 16+. Plus précisément, il s'agit d'ancrer l'ODD 16+ dans les contextes locaux grâce à des consultations constructives avec la société civile et les autorités afin de déterminer les domaines d'action prioritaires, et de localiser l'ODD 16+ avec les gouvernements afin de catalyser des processus de développement nationaux plus inclusifs et des programmes alignés sur les objectifs de l'ODD 16+ qui permettent un dialogue continu avec de multiples parties prenantes. Le Secrétariat joue un rôle actif dans la promotion de la sensibilisation et de la compréhension des contributions de la société civile à l'IDPS, au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux domaines politiques connexes. En outre, le Secrétariat organise des réunions et des événements parallèles aux initiatives clés menées par la société civile et les gouvernements, en engageant les parties prenantes concernées dans des discussions axées sur l'ODD 16, la consolidation de la paix et la prévention des conflits.

COORDINATION DU RÉSEAU



INTRODUCTION

Dans un monde de plus en plus complexe et interconnecté, la capacité à établir et à maintenir des partenariats stratégiques est essentielle pour faire progresser la paix, la justice et la gouvernance inclusive. Pour la CSPPS, la coordination du réseau ne se limite pas à la mise en relation, mais consiste à favoriser une collaboration constructive qui permet aux acteurs de la société civile de répondre collectivement aux défis en constante évolution. En 2025, les acteurs de la consolidation de la paix ont été confrontés à un nouveau rétrécissement de l'espace civique, à des contraintes de financement et à une incertitude géopolitique croissante. Dans ce contexte, le renforcement de la cohésion interne du réseau est devenu une nécessité à la fois stratégique et pratique.

Grâce à son rôle de coordination, la CSPPS cultive des espaces d'apprentissage mutuel, d'échange entre pairs et de réflexion commune, permettant aux membres de partager leurs expériences, d'identifier des priorités communes et d'élaborer des réponses collectives. La coordination sert également de base à l'impact plus large de la Plateforme. En effet, les relations solides au sein du réseau renforcent la crédibilité des voix de la société civile, soutiennent le plaidoyer collectif et créent des opportunités de collaboration entre les régions et les domaines thématiques. Cette section met en évidence les principaux mécanismes, étapes importantes et initiatives grâce auxquels la CSPPS a renforcé et activé son réseau tout au long de l'année, contribuant ainsi à des efforts de consolidation de la paix plus connectés, plus résilients et plus ancrés localement. L'élargissement et le développement de la base de membres restent au cœur de cette approche, et la Plateforme continue d'accueillir de nouveaux membres issus de contextes divers afin de renforcer sa portée mondiale et son influence collective.

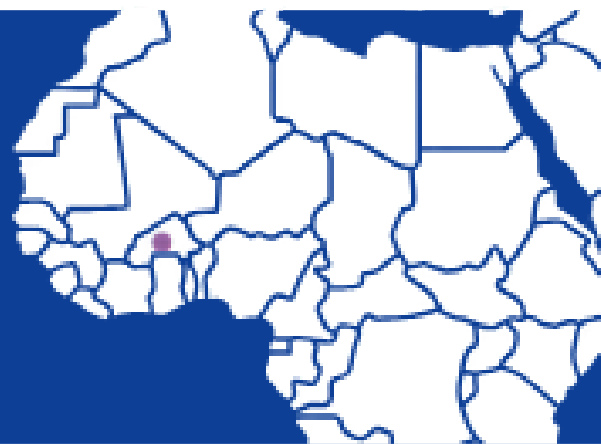
MEMBERS DE LA CSPPS

Accueil de nouveaux membres et élargissement des équipes nationales

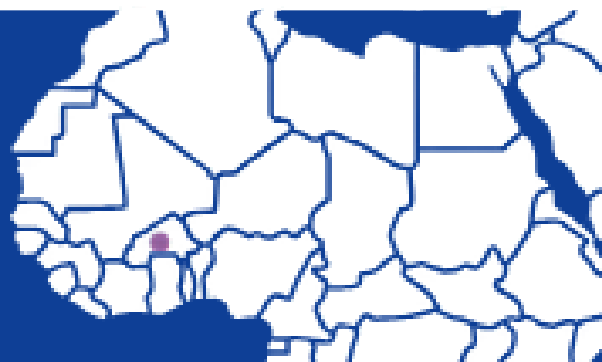
En tant que réseau mondial d'organisations de la société civile, la CSPPS cherche toujours à accueillir de nouveaux membres qui partagent nos valeurs et nos objectifs pour renforcer nos efforts de plaidoyer. Nous sommes convaincus que notre force réside dans nos membres. Lorsque tous les membres de la CSPPS travaillent ensemble et partagent leurs points de vue, nous avons le potentiel d'avoir un impact significatif à tous les niveaux sur les questions liées à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix. Vous trouverez ci-dessous la liste des organisations qui ont rejoint la CSPPS en 2025, élargissant ainsi la présence de la CSPPS dans de nouvelles régions du monde. Les équipes nationales de la CSPPS se sont également agrandies, renforçant ainsi leur présence dans les pays existants en accueillant de nouvelles organisations.

Initiative Sougourounoma pour l'Éducation, la Paix et la Santé (ISEPS), Burkina Faso

L'Initiative Sougourounoma pour l'éducation, la paix et la santé (ISEPS) a rejoint la CSPPS en mai 2025, devenant ainsi le premier membre burkinabé de la CSPPS. Lancée en 2018 à Ouagadougou, l'ISEPS est une organisation dirigée par des jeunes qui vise à promouvoir l'éducation, la paix positive et la santé pour tous afin de favoriser le développement durable au Burkina Faso. Pour atteindre cet objectif, l'ISEPS vise à mettre en relation des jeunes de toutes religions, races et cultures et propose des formations et des renforts de capacités aux jeunes leaders,



leur permettant ainsi de contribuer aux dialogues interconfessionnels et interculturels. Elle s'efforce de fournir une plateforme permettant aux jeunes de s'engager dans la consolidation de la paix et de promouvoir les mécanismes traditionnels et religieux de résolution des conflits. L'ISEPS apporte également un soutien en matière de santé mentale aux personnes touchées par les conflits et s'engage en faveur de plus d'équité et d'inclusion dans les processus politiques liés à la santé, à l'éducation et à la paix positive.



📍 Global Sunrise Project, Canada

Global Sunrise Project, notre premier membre canadien, a rejoint la CSPPS en août 2025 et a déjà été présenté dans l'édition 2019 de la campagne vidéo Voices of SDG16+. Global Sunrise Project est une entreprise sociale dirigée par des jeunes qui s'efforce d'avoir un impact positif par le biais de récits, de campagnes d'impact, de sensibilisation éducative et de conférences. Son travail vise à informer le public sur les problèmes mondiaux urgents et à partager les moyens créatifs et efficaces mis en œuvre par les gens pour apporter un changement positif. Ses projets comprennent des films documentaires, des campagnes sur les réseaux sociaux, des expositions, des ateliers et des tables rondes. Parmi ses initiatives figure le projet de long métrage 1,5 Degrees of Peace, qui explore l'intersection entre la militarisation et l'effondrement climatique. L'initiative a également présenté des plans pour des projections communautaires et des conversations facilitées par le biais de réseaux partenaires, créant ainsi des espaces de dialogue et de réflexion collective.

📍 The Human Development and Rights Initiative (HDRI), France

La CSPPS a accueilli son premier membre français, l'Human Development and Rights Initiative (HDRI), en 2025. Fondé en 2016, l'HDRI est un groupe de réflexion dirigé par des jeunes qui œuvre à la croisée de la recherche, de la politique et du activisme local. L'HDRI vise à promouvoir un développement inclusif, juste et durable par l'autonomisation des jeunes, l'engagement civique et le dialogue public. L'HDRI s'efforce d'impliquer les jeunes dans l'élaboration des politiques en les confrontant aux défis concrets liés aux droits humains, à la justice environnementale, à la consolidation de la paix et à la participation démocratique. Le travail de l'HDRI est guidé par les principes d'inclusivité, d'intégrité et d'innovation. En 2025, les activités de l'HDRI comprenaient l'organisation de programmes de renforcement du leadership et des capacités pour les jeunes, la création d'espaces de dialogue entre les jeunes, les acteurs de la société civile et les autorités locales, la coordination de campagnes de sensibilisation et d'engagement des jeunes sur la justice climatique, la résilience et la démocratie énergétique, la production de



recherches menées par des jeunes sur des questions mondiales cruciales et l'amplification des voix des jeunes esprits et des militants.



📍 Sigaw ng Kabataan Coalition (SKC), les Philippines

La coalition Sigaw ng Kabataan est devenue le premier membre philippin de la CSPPS en août 2025. SKC est une coalition nationale dirigée par des jeunes qui représente plus de 52 000 jeunes à travers les Philippines. Elle œuvre à amplifier la voix des jeunes philippins dans les domaines de la consolidation de la paix, de l'engagement civique et de la défense des politiques, en particulier dans les communautés touchées par les conflits et marginalisées. SKC mène des activités de recherche, de renforcement des capacités et d'initiatives collaboratives afin de promouvoir le développement inclusif, la cohésion sociale et la paix durable.



MISES À JOUR DE NOS MEMBRES

Au cœur de la CSPPS se trouve une communauté diversifiée et engagée d'organisations membres qui travaillent dans différents contextes pour faire progresser la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la gouvernance inclusive. Alors que notre réseau continue de s'étendre, les expériences, les initiatives et les idées de nos membres restent au cœur de notre impact collectif. Le partage de ces informations est un moyen important de renforcer les liens au sein de la plateforme, de mettre en avant le leadership local et de créer des opportunités de collaboration, de renforcement des capacités et d'apprentissage mutuel.

La section ci-dessous présente certains développements, activités et réalisations d'une sélection de membres de la CSPPS à travers le monde, reflétant l'étendue de l'engagement et le dynamisme de notre réseau aux niveaux local, national et mondial.

Afghans for Progressive Thinking (APT) [Afghanistan]:

APT a mobilisé plus de 1 000 jeunes dans différents programmes tout au long de l'année 2025. Le projet « Safe Spaces for Dialogue » (Espaces sûrs pour le dialogue) a réuni plus de 100 jeunes, principalement des jeunes femmes, qui ont débattu de l'éducation, de la paix et des droits. Dans le cadre du projet « Writing & Advocacy » (Écriture et plaidoyer), plus de 120 jeunes ont été formés et plus de 10 notes d'orientation rédigées par des femmes ont été publiées. Le projet « Mentorat pour l'enseignement supérieur » a guidé plus de 40 jeunes femmes, dont 7 ont repris leurs études à l'étranger malgré les interdictions. Grâce à l'initiative « Creative Writing Voices », plus de 30 femmes ont appris à écrire et ont partagé des récits et des poèmes sur le courage et la résilience. APT a également organisé « Networking & Bridges », 10 événements différents qui ont permis de mettre en relation des jeunes en ligne et en personne, et a participé à la « Global Peace Conference », où les perspectives des jeunes Afghans ont été partagées lors de la conférence de l'UE sur la jeunesse, la paix et la sécurité à Bruxelles. Enfin, APT a organisé

une distribution mensuelle d'e-books qui a touché plus de 400 jeunes, leur fournissant du matériel de lecture pour continuer à apprendre.

Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD) [Mali]:

Dans le cadre du programme « Local First », l'AJCAD a collaboré avec Peace Direct pour organiser le Forum national des jeunes et des femmes ambassadrices de la paix. Ce forum a mobilisé et doté les jeunes et les femmes des compétences et des outils nécessaires pour jouer un rôle actif dans la prévention et la résolution des conflits. En avril, Adam Dicko, directrice exécutive de l'AJCAD, a reçu le prix « Woman Leadership Award » décerné par Lead Magazine, une organisation qui se consacre à la défense des droits des femmes et à la célébration de leur courage. Cette reconnaissance significative et sincère souligne son engagement sans faille en faveur de l'autonomisation des jeunes et de la promotion de l'égalité des sexes.

Asian Academy for Peace Research and Development - Fourth Nepal Dialogue Summit 2025 [Népal]:

Le quatrième sommet du Dialogue népalais, organisé conjointement par plus de 45 organisations de la société civile, dont notre membre l'Académie asiatique pour la recherche et le développement de la paix, s'est tenu les 20 et 21 novembre. Il visait à renforcer la culture du dialogue inclusif au Népal en tant que pierre angulaire d'une paix durable. S'appuyant sur les travaux des Initiatives de dialogue népalaises (NDI), le Sommet du dialogue népalais 2082 (2025) a proposé huit sessions sur deux jours, couvrant des réflexions historiques, des pratiques mondiales et des cadres théoriques. L'objectif du sommet était de promouvoir le dialogue non seulement comme un outil de réponse aux crises, mais aussi comme une approche proactive de la cohésion sociale et de la prévention des conflits dans le contexte fédéral diversifié du Népal. Il s'est conclu par un travail de groupe visant à définir les « orientations » pour les futures pratiques de dialogue et par la publication officielle d'une déclaration en 10 points appelant à une politique nationale de dialogue et à un engagement intergénérationnel. Le sommet a finalement réaffirmé que la paix durable au Népal dépend d'une large participation, de processus menés au niveau local et d'un engagement commun à promouvoir les valeurs de compassion, de tolérance et de respect mutuel. Pour en savoir plus sur cet événement, cliquez [ici](#).

Fundacion LATIR [Colombie]:

En 2025, LATIR a mis l'accent sur la jeunesse, la paix et la sécurité dans le cadre de ses activités. S'appuyant sur la dynamique croissante de l'agenda en Colombie, l'organisation a été particulièrement active au sein de la Coalition colombienne pour la jeunesse, la paix et la sécurité, organisant plusieurs événements pour faire avancer le développement de l'agenda. La Coalition a été désignée comme responsable du Comité de pilotage du Plan d'action national (PAN), coordonné et dirigé par la Fundación LATIR, renforçant ainsi l'articulation stratégique, le suivi et le positionnement du processus. LATIR a également produit de nombreux documents de recherche, rassemblant les voix et les propositions de jeunes de tout le pays afin de contribuer à l'élaboration du Plan d'action national pour la résolution 2250, une étape clé vers une paix inclusive et durable en Colombie. Le document est disponible [ici](#). En août 2025, LATIR a été sélectionnée dans le cadre des

consultations sur la Jeunesse, Paix et Sécurité (JPS) pour la subvention Big Impact afin d'accueillir des consultations nationales alimentant le processus national et l'adoption du PAN, ainsi que des initiatives internationales telles que la deuxième étude d'avancement sur les JPS.

Global Participe [Congo Brazzaville]:

En 2025, Global Participe a continué à promouvoir la paix et la participation citoyenne en République du Congo, dans un contexte sécuritaire et politique fragile. Bien que l'accord de cessez-le-feu signé en 2017 entre le gouvernement et la milice du pasteur Ntumi ait réduit les hostilités, sa mise en œuvre complète reste incomplète. De plus, la montée de la délinquance juvénile, en particulier celle des groupes connus sous le nom de « Kuluna » ou « Bébés Noirs », a contribué à l'insécurité dans plusieurs quartiers urbains. En réponse à cette situation, Global Participe a organisé trois ateliers d'éducation à la paix dans des écoles secondaires à Mindouli (département du Pool), ainsi qu'à Loutete et Madingou (département de Bouenza). En partenariat avec la Commission diocésaine pour la pastorale des enfants du diocèse catholique de Nkayi, deux sessions supplémentaires de sensibilisation à la paix ont été organisées à l'intention des enfants et des jeunes. L'organisation a également poursuivi son plaidoyer en faveur de la création du Conseil national de dialogue, prévu par la Constitution de 2015, et a soumis au gouvernement une contribution de la société civile sur son fonctionnement. Global Participe a également formé des assistants juridiques communautaires afin de faciliter l'accès à la justice pour les communautés vulnérables touchées par les activités minières et forestières.

Positive Peace Ethiopia (PPE) [Éthiopie]:

En 2025, Positive Peace Ethiopia (PPE) a poursuivi son travail en faveur de la consolidation de la paix et de l'autonomisation des jeunes grâce à quelques initiatives notables. PPE a accueilli le premier événement international de l'UNOY à Addis-Abeba, qui comprenait des séances de narration d'histoires et des formations sur la collecte de fonds stratégique, la diversification des sources de financement, la rédaction de propositions et la cartographie des donateurs. À la suite de cet événement, PPE s'est associé à l'UNOY pour publier un article sur la manière dont les acteurs locaux construisent un avenir pacifique grâce à l'innovation, la collaboration et la résilience. PPE a également lancé le projet Digitalize Youth avec le Canal France International (CFI), géré par le Partenariat européen pour la démocratie sous l'égide de DDI, qui vise à soutenir les jeunes journalistes et les créateurs de contenu numérique. En outre, PPE s'est associé à ActionAid Ethiopia pour le projet National Peace Weavers, qui se déroulera jusqu'à la fin de 2026 dans le cadre de l'accord de partenariat stratégique (SPAI). Enfin, en collaboration avec Sustainable Cooperation for Peace and Security (SCPS), PPE a contribué à la rédaction d'une déclaration commune des jeunes à l'issue d'un symposium sur le plan d'action national (PAN) de l'Éthiopie en matière de jeunesse, de paix et de sécurité (JPS), qui constituait un appel à l'action lancé par les jeunes pour inciter les parties prenantes à intégrer le programme JPS.

Saferworld [Royaume-Uni]/ Youth Without Borders Organization for Development (YWBOD) [Yémen]:

Saferworld et ses partenaires ont soutenu quatre centres locaux au Yémen qui ont joué un rôle essentiel dans l'instauration d'une paix durable. Ces centres servent de plateformes de dialogue, de prise de décision conjointe et d'action coordonnée entre les OSC yéméni-

tes. Saferworld, en collaboration avec son partenaire yéménite Youth Without Borders Organization for Development (YWBOD), a soutenu les efforts menés au niveau local pour lutter contre la violence numérique fondée sur le genre. Ces initiatives étaient axées sur la sensibilisation, le plaidoyer et la responsabilisation dans les espaces numériques. Pour en savoir plus sur ce partenariat, consultez cet [article](#).

Search for Common Ground [Belgique]:

Search for Common Ground a publié son évaluation d'impact mondial 2024, utilisant le cadre d'évaluation de l'impact sur la paix pour mesurer les progrès réalisés dans 164 projets menés dans 37 pays. Les résultats montrent que l'autonomisation des communautés réduit considérablement la violence. Le rapport est disponible [ici](#).

Tiro Association for Arts [Liban]:

Tiro a mené une campagne visant à redonner vie au Cinéma Le Colisée, emblématique de Beyrouth, en le transformant en nouveau Théâtre national libanais. Ce centre culturel offre un accès inclusif aux arts et soutient les artistes émergents, en particulier les femmes et les jeunes. Pour en savoir plus et soutenir la campagne Revive Colisée, cliquez [ici](#).

Youth Partnership for Peace and Development (YPPD) [Sierra Leone]:

En août 2025, le YPPD a été sélectionné dans le cadre du programme de subventions *YPS Consultations for Big Impact* pour organiser des consultations nationales dans le pays afin d'alimenter le processus national et les discussions en cours sur l'élaboration du PNA, ainsi que pour contribuer à la deuxième étude indépendante sur les progrès réalisés sur l'agenda JPS. Organisée en collaboration avec certains membres de l'équipe nationale du CSPPS, la consultation a réuni 120 participants provenant des 16 districts du pays et des institutions parties prenantes du ministère de la Santé, du ministère de l'Information et de l'Éducation civique, ainsi que des jeunes et leurs institutions.

Fondation IDEO [Haïti]:

En 2025, la Fondation IDEO a apporté son analyse de la société civile aux discussions sur la crise cyclique renouvelée en Haïti, soulignant l'impact cumulatif de l'insécurité, de l'instabilité politique et des traumatismes collectifs sur les communautés. L'organisation a insisté sur le besoin urgent d'un soutien psychosocial, d'un dialogue national inclusif et d'un renforcement des institutions locales, plaidant en faveur de réformes structurelles à long terme pour briser les cycles de violence et promouvoir une paix durable. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

CSPPS 2025 EXECUTIVE COMMITTEE MEETING

Une réunion stratégique hybride du comité exécutif (CE) s'est tenue à Paris le 3 mars 2025, parallèlement à la réunion de travail de l'IDPS et au Forum de l'OCDE sur le développement, la paix et la stabilité qui se déroulaient la même semaine. L'objectif était de réunir le CE en personne afin de discuter et de convenir des contributions à apporter à la réunion de l'IDPS, de discuter des priorités de la Plateforme pour 2025, d'examiner

la situation financière de la Plateforme et les opportunités possibles dans le contexte géopolitique actuel. Les discussions à Paris ont permis de renforcer et de consolider la collaboration au sein du CE, qui s'est engagé à soutenir le travail et les membres de la Plateforme. C'était la première fois que les membres nouvellement élus du CE se réunissaient en personne, et cela a été une occasion unique de renforcer les efforts de l'équipe de la CSPPS à l'approche de la réunion de l'IDPS et du Forum de l'OCDE qui a suivi. De plus, le fait d'être stratégiquement présents en même temps à la réunion de travail stratégique de l'IDPS et au Forum de l'OCDE sur le développement, la paix et la stabilité a permis aux membres du CE de participer aux sessions, de nouer des contacts et de s'impliquer activement.



DIALOGUE INTERNATIONAL SUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LE RENFORCEMENT DE L'ÉTAT (IDPS)

En tant que représentant de la société civile au sein du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS), la CSPPS a poursuivi son engagement tout au long de l'année 2025 afin de garantir que les voix, les priorités et les données factuelles de la société civile – en particulier celles issues de contextes fragiles et touchés par des conflits – soient représentées de manière significative dans les discussions mondiales sur la consolidation de la paix et la prévention des conflits. L'IDPS est un forum politique unique en son genre qui rassemble les pays touchés par les conflits et la fragilité, représentés par le groupe g7+, les partenaires de développement, représentés par le Réseau international sur les conflits et la fragilité (INCAF) de l'OCDE, et la société civile, représentée par la CSPPS. La participation de la CSPPS à l'IDPS s'inscrit dans le cadre de son mandat qui consiste à apporter des perspectives fondées au dialogue politique, à renforcer la responsabilité vis-à-vis des réalités locales et à plaider en faveur d'approches inclusives des partenariats pour la paix et le développement.

Réunion de travail de l'IDPS à Paris

L'une des premières étapes importantes de la coordination de l'année a eu lieu au cours de la première semaine de mars. Le lundi 3 mars, les membres du Comité exécutif ont participé à une réunion stratégique en présentiel à Paris. Les membres ont exprimé

leur engagement à forger de nouveaux partenariats axés sur la paix et le développement avec les parties prenantes qui partagent ces objectifs. La même semaine, le 4 mars, la réunion de travail de l'IDPS s'est tenue à Paris, en France. La réunion a réaffirmé le rôle du Dialogue dans le rapprochement des perspectives locales, nationales et mondiales et a souligné la nécessité de modèles de partenariat plus adaptables, de mécanismes de financement innovants et de structures décisionnelles inclusives. En réponse à l'environnement géopolitique turbulent, les membres de l'IDPS se sont engagés à l'époque à élaborer un nouveau discours de plaidoyer, comprenant la rédaction d'une nouvelle déclaration politique fondamentale soulignant la valeur ajoutée et les contributions potentielles du partenariat dans ce contexte. Cette déclaration a ensuite donné lieu à la déclaration de politique générale de l'IDPS, qui a été lancée dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2025.



Déclaration politique de l'IDPS

Dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies, un Luncheon organisé par l'IDPS s'est tenu à New York, au cours duquel la déclaration politique de l'IDPS rédigée par les membres a été présentée. En cette période troublée où l'attention internationale se concentre sur les dépenses de défense et où l'aide au développement subit des coupes budgétaires, la déclaration politique de l'IDPS intitulée « Nouvelles coalitions pour la paix et le développement - Déclaration politique du Dialogue international sur la consolidation de la paix et la construction de l'État » appelle à une action collective et multilatérale afin d'accélérer de toute urgence les progrès vers la réalisation de l'ODD 16+, conformément au Nouvel agenda pour la paix. Faisant écho à l'appel du Secrétaire général des Nations Unies en faveur d'un regain d'engagement, de solidarité et d'actions transformatrices pour réaliser l'Agenda 2030, la déclaration politique souligne la nécessité impérieuse de donner la priorité à la poursuite de la paix et de la stabilité en tant que catalyseurs fondamentaux de tous les efforts de développement et en tant qu'objectifs finaux en soi. Vous pouvez accéder à la déclaration complète [ici](#).

RÉFLEXIONS SUR LUNCHEON DE L'IDPS

New York City, Septembre 2025

Tout d'abord, je tiens à réitérer ma profonde gratitude pour l'invitation à participer au déjeuner de haut niveau de l'International Dialogue on Peacebuilding and State building (IDPS). L'organisation de ce dialogue était opportune et nécessaire, comme le souligne la déclaration politique de l'IDPS, compte tenu de la fragilité croissante de la situation mondiale, de la diminution de l'aide au développement et du besoin urgent d'investir activement dans la paix et la sécurité.

En ma qualité de responsable jeunesse et culture au sein de la Fondation Afrique Europe, je m'efforce activement de faire entendre la voix des jeunes et de garantir leur engagement actif dans les secteurs du développement qui ont un impact direct sur leur vie en Afrique et en Europe. L'IDPS a constitué une bonne plateforme pour souligner l'importance d'écouter activement les besoins des jeunes et leur participation effective à la promotion d'une paix durable à l'échelle mondiale. En outre, il est essentiel de changer le discours selon lequel les jeunes sont des perturbateurs de la paix, mais plutôt des victimes et des acteurs importants dans la résolution des problèmes liés à la paix et à la sécurité.

Parmi les moyens permettant d'impliquer de manière significative les jeunes dans la consolidation de la paix et la construction de l'État, on peut citer

- *Tirer parti des étapes importantes au niveau mondial et régional pour renforcer la pertinence : en ancrant la participation des jeunes dans les cadres existants (par exemple, l'agenda 2063 de l'UA, le plan d'action de l'UE pour la jeunesse) afin d'institutionnaliser et de reconnaître structurellement leur engagement.*
- *Utiliser les plateformes en ligne pour amplifier la visibilité en tant qu'alternatives à la violence, rétablir la confiance et façonner de nouveaux récits pour la paix.*
- *Élargir les réseaux et inviter davantage de partenaires à soutenir les programmes de paix et de sécurité, en particulier ceux axés sur les mouvements de jeunesse. Cela permettrait de jeter des ponts entre les frontières, les secteurs et les identités.*

L'IDPS est un espace qui peut amplifier et structurer ces efforts en promouvant des partenariats intergénérationnels et interrégionaux avec les jeunes en tant que parties prenantes clés dans le dialogue et la prise de décision.

La déclaration de politique générale de l'IDPS appelle à juste titre à « des approches nationales, inclusives et multipartites ». Pour que cela se concrétise, les jeunes, en particulier les jeunes femmes, les jeunes déplacés et les militants de base, doivent être présents, non pas à titre symbolique, mais en tant que co-architectes des solutions qui affectent leur avenir.

Je suis sortie de ce déjeuner avec la conviction renforcée que des plateformes telles que l'IDPS sont essentielles. Mais je ressens également un sentiment d'urgence : si nous ne passons pas de la rhétorique à l'action, de la consultation au co-leadership, nous risquons de laisser tomber une génération qui est prête à construire la paix, si seulement nous la laissons faire.

Cordialement,
Manal Benani, de l'Africa-Europe Foundation | Algeria



Le Dialogue 2025 sur la côte ouest-africaine à Abidjan

Un autre événement majeur dans le cadre de l'IDPS s'est déroulé les 10 et 11 juillet, lorsque l'IDPS a organisé son Dialogue 2025 sur la côte ouest-africaine à Abidjan, en Côte d'Ivoire, réunissant 55 représentants de gouvernements, d'organisations régionales, d'institutions financières, du système des Nations unies et de la société civile. S'appuyant sur le Dialogue 2024 sur la côte ouest-africaine qui s'est tenu à Accra, au Ghana, cette réunion de travail de deux jours visait à établir un consensus sur la manière dont l'IDPS et ses partenaires peuvent soutenir au mieux les efforts nationaux de consolidation de la paix, de prévention et de stabilisation sur la côte ouest-africaine. Les discussions ont mis en évidence la nécessité d'une coopération transfrontalière, d'approches inclusives et fondées sur des données factuelles, ainsi que de stratégies holistiques reliant la paix, la sécurité et le développement. Les participants ont souligné le rôle de l'IDPS dans la promotion du dialogue, la responsabilisation mutuelle et le rapprochement entre les gouvernements, les femmes, les jeunes et les acteurs de première ligne afin de faire progresser la consolidation durable de la paix dans la région.

RÉFLEXIONS SUR

LE DIALOGUE 2025 SUR LA CÔTE OUEST-AFRICAINE

Abidjan, Juillet 2025

Le Dialogue ouvert par la Représentante Résidente du PNUD, le Chef de Cabinet du Président de la République de Côte d'Ivoire et la Présidente du G7 plus comprenait sept sessions d'échange constructives, proactives et contributives des efforts de prévention dirigés au niveau national dans les pays de l'Afrique de l'Ouest Côtière.

Les objectifs de la rencontre qui ont été bien identifiés et scientifiquement définis ont été atteints et cela grâce à la fois à la qualité des intervenants et des contributions des participants dans un cadre paisible et une ambiance fraternelle.

Des recommandations pertinentes ont été retenues par les participants à savoir :

- Réfléchir pourquoi la prévention ne marche pas ;
- Initier un Dialogue de la jeunesse et celui de la femme ;
- Penser à une réunion conjointe avec les 03 pays de l'AES ;
- Renforcer le rôle de leadership entre les pays côtiers et les pays du Sahel ;
- Avoir des échanges transversaux en ce qui concerne l'extrémisme violent ;
- Renforcer le Partenariat au niveau des Partenaires nationaux ;
- Cibler dans les thématiques de rencontre les tendances croissantes en lien avec la Croissance, la Paix, la Sécurité et le Développement ;

Yoro Bi Ta Raymond, du Forum National sur la Dette et la Pauvreté | Côte d'Ivoire



RÉFLEXIONS SUR

LE DIALOGUE 2025 SUR LA CÔTE OUEST-AFRICAINE

Abidjan, Juillet, 2025

Du 10 au 11 juillet 2025, en tant que Président de l'Initiative Sougourounoma pour l'Education, la Paix et la Santé (ISEPS) et membre de la CSPPS, j'ai pris part à la Deuxième Edition du Dialogue International sur la Consolidation de la Paix et le Renforcement des États (IDPS), tenue en Côte d'Ivoire.

Ce dialogue, organisé sous l'égide du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a rassemblé les membres du Réseau international sur les conflits et la fragilité (INCAF), le groupe g7+ composé d'États fragiles ou touchés par des conflits, ainsi que des organisations membres de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS).

En tant que représentant national du CSPPS au Burkina Faso, j'ai contribué aux échanges en animant la session 4 de la conférence, soulignant l'importance du rôle de la société civile dans les dynamiques de paix, de résilience institutionnelle et de gouvernance inclusive. À travers cette contribution, j'ai mis en lumière la situation et les défis du Burkina Faso en matière de consolidation de la paix, tout en partageant les bonnes pratiques issues de nos initiatives sur le terrain, notamment en matière de dialogue interreligieux et de médiation interreligieuse, de prévention des conflits et d'engagement des jeunes et des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent en partenariat avec la Fondation Robert Bosch.

Notre participation à ce dialogue régional montre notre engagement à œuvrer, aux côtés d'acteurs nationaux et internationaux, pour une paix durable en Afrique de l'Ouest en général et au Burkina Faso en particulier.

Cette expérience a permis des retrouvailles et une connexion entre les membres de la CSPPS de divers pays dont le Burkina Faso, la Sierra Leone, le Mali, la Guinée, le Togo, etc. Hormis les travaux en salle, nous avons eu l'occasion d'échanger spécifiquement sur nos expériences, projets et perspectives au cours d'un dîner dans la capitale économique ivoirienne, dans une ambiance détendue.

La présence à la fois de représentants de pays du Sahel et de pays côtiers dans ce dialogue est un signal fort qui nous rappelle que les défis de l'extrémisme violent ne connaissent pas de frontière et que c'est ensemble que nous pourrons les relever.

C'est l'occasion pour moi d'exprimer ma reconnaissance et celle d'ISEPS à l'endroit de l'équipe de la CSPPS, en particulier Peter et Elise, pour cette opportunité. Dans le contexte actuel de polycrise dans le monde et surtout au Sahel, la synergie d'action au sein de la société civile à travers des plateformes comme la CSPPS doit être soutenue et renforcée. Cela est nécessaire pour amplifier la voix de la société civile dans les instances et cadres d'échanges pour la paix impliquant les gouvernements, les partenaires multilatéraux et les autres parties prenantes.

Henri Kaboré Sougourounoma, de l'Initiative for Education, Peace, and Health (ISEPS) | Burkina Faso

AMPLIFICATION



INTRODUCTION

Tout au long de l'année 2025, le paysage mondial de la consolidation de la paix a continué d'être façonné par des tensions géopolitiques croissantes, des priorités internationales concurrentes et une pression accrue sur l'espace de la société civile. Dans de nombreux contextes fragiles et touchés par des conflits, les organisations locales ont été confrontées à des obstacles croissants à leur participation aux discussions politiques, ainsi qu'à des incertitudes en matière de financement et à des contraintes opérationnelles. Pourtant, les connaissances et le leadership de ces acteurs restent indispensables pour concevoir des réponses efficaces aux conflits, soutenir les efforts de paix et faire progresser la gouvernance inclusive. Dans ce contexte, la CSPPS a redoublé d'efforts pour faire valoir les points de vue de ses membres en créant des voies d'engagement au-delà des frontières nationales. Le rôle de la plateforme a été de relier l'expérience locale aux discussions mondiales, en veillant à ce que les représentants de la société civile soient non seulement présents dans les espaces internationaux, mais aussi en mesure de contribuer de manière significative aux débats et aux processus qui façonnent les politiques et les pratiques de consolidation de la paix. Cela comprend la facilitation de la participation à des événements clés, le soutien aux contributions des membres à des initiatives mondiales de plaidoyer et la promotion de la visibilité de l'expertise locale dans les discussions multilatérales.

La section suivante présente une sélection d'initiatives et d'engagements à travers lesquels la CSPPS s'est efforcée d'amplifier la voix de la société civile tout au long de l'année, renforçant ainsi l'importance des connaissances locales dans l'élaboration de réponses plus inclusives et plus efficaces en matière de consolidation de la paix à l'échelle mondiale.

Construire des sociétés plus pacifiques, plus justes et plus inclusives

Les initiatives présentées dans cette section reflètent l'engagement de la CSPPS à amplifier la voix de la société civile grâce à des formats créatifs et accessibles, notamment des campagnes multimédias, des podcasts, des publications et des témoignages de ses membres. Ensemble, ces efforts contribuent à sensibiliser le public, à favoriser l'apprentissage entre pairs et à garantir que les perspectives locales alimentent les débats plus larges sur la paix, la gouvernance et le développement.

Voices of the SDG16+ Campaign

« Voix de ODD+ : Histoires pour une action mondiale » est une campagne vidéo collaborative conçue pour mettre en lumière le travail important de la société civile sur ODD16+ à l'échelle mondiale, dans le contexte du Forum politique de haut niveau des Nations Unies (FPHN). Dans le cadre de cette initiative, des particuliers et des partenaires de la société civile du monde entier sont invités à soumettre de courtes vidéos partageant leurs récits de



bonnes pratiques et d'efforts visant à faire progresser l'ODD 16+ aux niveaux local et national. L'initiative a débuté en 2019 et le thème de l'édition 2025 était « Résilience, adaptation et innovation : les voix locales revendiquent l'ODD 16+ », qui visait à mettre en avant les actions innovantes entreprises par les acteurs locaux pour renforcer la résilience face aux crises systémiques aux niveaux local et national. Les contributions sélectionnées dans le cadre de cette initiative ont été présentées lors d'un événement parallèle officiel en ligne organisé pendant le Forum politique de haut niveau sur le développement durable à New York en juillet 2025. Vous pouvez visionner les contributions finales [ici](#).



Initiative SDG16+ Storytelling

Dans le prolongement du processus d'examen national volontaire (ENV) de 2024, qui invite les pays à soumettre des informations sur leurs progrès en matière de l'ODD16+, et compte tenu de l'intérêt de mettre en valeur le travail des or-

ganisations de la société civile, la CSPPS, en collaboration avec l'Alliance for Peacebuilding, FORUS International et le réseau TAP, a lancé l'initiative SDG16+ Storytelling. Cette initiative est une plateforme visant à renforcer la capacité collective de la société civile à raconter des histoires comme outil de communication autour de l'ODD16+, et au-delà, pour les efforts de plaidoyer. Elle établit des liens à travers le paysage de l'ODD16+ afin de partager les leçons apprises et les meilleures pratiques, d'harmoniser et d'amplifier les récits de la société civile qui fait progresser l'ODD16+ aux niveaux international, national et local. Au cours de l'année, trois webinaires ont été organisés. Le webinaire de lancement organisé au début de l'année 2025 a attiré plus de 200 participants et a réuni plusieurs intervenants, notamment de l'IDLO et de l'organisation Afghans for Progressive Thinking (APT). Deux autres webinaires ont été organisés, le deuxième portant sur le storytelling et ses liens avec l'ODD 16, et le dernier explorant l'utilisation du storytelling dans des environnements restrictifs. Les webinaires ont attiré entre 60 et 115 participants du monde entier, qui ont manifesté un vif intérêt pour la diffusion des récits et des efforts liés à l'ODD 16+. Vous pouvez revoir les webinaires [ici](#).

Peace Corner Podcast

Le podcast Peace Corner est une initiative menée par des jeunes en collaboration entre la CSPPS et le United Network of Young Peacebuilders (UNOY). Dirigé par des stagiaires de la CSPPS et de l'UNOY, il vise à recueillir les témoignages de personnes qui œuvrent pour promouvoir et construire la paix dans divers contextes, avec des approches variées. Enregistré sous forme d'interviews, le podcast explore avec différents invités les opportunités, les succès et les défis auxquels sont confrontés les artisans de la paix dans leur travail aux niveaux local, national et international. La 9e saison du podcast en 2025 était axée sur la consolidation de la paix dans le contexte



du 10e anniversaire du programme « Jeunesse, paix et sécurité » (JPS) des Nations Unies, lancé par la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies en 2015. Pour cette saison, les stagiaires de la CSPPS Virginia Noacco, Camille Panis-Boudin,

Maia Flamme, Oliver Gyorï et Eugénie Hirsch ont enregistré un épisode mettant en lumière des praticiens travaillant dans divers contextes thématiques et régionaux pour mettre en œuvre le programme JPS et promouvoir l'inclusion significative des jeunes dans la gouvernance de la paix et de la sécurité. Tous les épisodes du podcast Peace Corner peuvent être écoutés sur [Soundcloud](#), [Apple Podcasts](#) et [Spotify](#).

Dans le cadre du 10e anniversaire du programme JPS, une liste de recommandations concrètes pour la mise en œuvre de ce programme a été rédigée. Ces recommandations ont été formulées à partir des idées et des opinions exprimées dans la saison 2025 du podcast et peuvent être consultées [ici](#). Avant Peace Connect, un événement en ligne a été organisé pour lancer les recommandations, puis une session en présentiel a été co-organisée par la CSPPS et l'UNOY pendant l'événement Peace Connect, qui s'est concentrée sur l'engagement et le processus du programme JPS.

Documents d'information

Dans le cadre de la mise en œuvre de la subvention allemande BMZ (2024-2025), la CSPPS a élaboré de nombreux documents d'information sur divers thèmes liés à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits afin de démontrer les efforts multifacettes et diversifiés de la CSPPS en matière de consolidation de la paix. Les documents d'information présentent les liens entre la consolidation de la paix et la prévention des conflits sur les thèmes du genre, du changement climatique, de la santé, de la numérisation, des migrations, de la sécurité alimentaire et de la jeunesse. Ils examinent en détail des exemples de travaux menés par les membres de la CSPPS sur ces thèmes afin de mettre en évidence leur mise en œuvre pratique à partir de leur expérience et de leur point de vue. Sur cette base, les documents d'information visent à donner une introduction générale sur la manière dont la consolidation de la paix et la prévention des conflits sont interconnectées et liées aux différents thèmes susmentionnés. Plus important encore, ils présentent, illustrent et mettent en évidence le travail multiforme et diversifié des différents membres de la CSPPS, leur expertise et leurs connaissances sur la manière dont ces liens se manifestent. En 2025, la plateforme a publié six documents d'information, chacun examinant une intersection différente entre la paix et la sécurité et un thème clé. Des documents d'information sur [le lien entre le climat, la paix et la sécurité](#), [le lien entre la migration, la paix et la sécurité](#), [le lien entre la numérisation, la paix et la sécurité](#), [le lien entre la santé, la paix et la sécurité](#), [le lien entre l'alimentation, la paix et la sécurité](#), et [le programme pour la jeunesse, la paix et la sécurité](#), marquant le 10e anniversaire de la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies, ont été publiés. Ils sont tous disponibles en français et en anglais. Vous pouvez également consulter [ici](#) le [document d'information sur les femmes, la paix et la sécurité](#) publié en 2024.

Member Stories

En 2025, la CSPPS a poursuivi son initiative « Témoignages de membres », qui vise à renforcer l'engagement de ses membres et à mettre en valeur leur contribution à la consolidation de la paix. Chaque témoignage présente un membre de la CSPPS, en mettant en avant sa mission, ses activités ou des projets spécifiques. Vous pouvez découvrir ces récits sur notre page web dédiée « Récits ».

- [Prévenir les violences électorales par la résolution pacifique de conflits : Le travail de notre Équipe Pays en République du Congo](#)
- [De zéro à pionnier : l'organisation Youth without Borders for Development](#)

- Latir avec sens : La jeunesse reconstruit l'espoir grâce à l'éducation à la paix
- Floraison, une Organisation de la Société Civile au Togo : L'Éducation comme base du développement humain, social, économique, matériel et culturel
- De Nairobi à chez maison : leçons sur les soins, la mémoire et la paix : j'ai pleuré, je me suis reposé, je suis revenu transformé

Représenter la société civile dans des domaines clés

Les activités mises en avant dans cette section illustrent la manière dont la CSPPS s'est engagé dans différents domaines thématiques et politiques prioritaires au cours de l'année, renforçant ainsi son rôle de passerelle entre les acteurs locaux, les organisations internationales et les réseaux plus larges de consolidation de la paix. Ensemble, ces engagements ont contribué à faire avancer la réflexion collective sur les nouveaux défis, à identifier les possibilités de collaboration et à promouvoir des approches plus inclusives de la paix et du développement.

Peace Connect

Peace Connect était un rassemblement de cinq jours destiné aux artisans de la paix locaux et à leurs alliés. Il a été créé afin d'offrir un espace inclusif où des artisans de la paix issus de divers horizons pouvaient se réunir et partager leurs expériences. Des sessions organisées et ouvertes ont permis de créer des opportunités de réseautage significatives, contribuant ainsi à bâtir une communauté mondiale unie d'artisans de la paix. La CSPPS a co-organisé deux sessions lors de l'événement : l'une avec l'UNOY sur la jeunesse, la paix et la sécurité à l'occasion du 10e anniversaire de l'agenda et afin de mettre en avant et de discuter des recommandations formulées à la suite des épisodes du podcast Peace Corner. L'autre session a été co-organisée avec Cordaid et portait sur le plaidoyer à plusieurs niveaux et les enseignements tirés du programme Just Future.



Photo: Peter van Sluijs

Peace Connect a été un événement clé pour renouer avec les membres du CSPPS. Ce rassemblement a permis aux membres de la CSPPS de se rencontrer en personne et d'échanger avec d'autres artisans de la paix, organisations et réseaux. Les participants ont pu entretenir leurs liens avec des collègues et partenaires de longue date, ainsi que nouer de nouvelles relations avec des membres de la communauté élargie des artisans de la paix. Parmi les discussions clés qui ont eu lieu pendant la réunion, étaient l'importance de la santé mentale dans la consolidation de la paix, ainsi que la polycrise mondiale et ses effets sur le travail de consolidation de la paix.

Cet événement a constitué une excellente plateforme pour entrer en contact avec des réseaux partageant les mêmes idées dans ce domaine et pour établir des contacts avec des organisations en vue d'éventuelles collaborations. Lors de cette rencontre, la CSPPS a rencontré les représentants de 13 autres réseaux afin de lancer des actions vi-

sant à renforcer la collaboration entre les réseaux, dans le but de travailler plus étroitement ensemble dans le domaine de l'ODD 16+. Cela a permis à la plateforme de devenir un réseau et un acteur plus important dans ce domaine.

RÉFLEXIONS SUR PEACE CONNECT 2025

Nairobi, Octobre 2025

En octobre 2025, plus de 550 artisans de la paix issus de 90 pays différents se sont réunis à Nairobi pour une semaine de rencontres, d'apprentissage et de solidarité. Conçue avec soin et intention par Peace Direct et son partenaire local, le Centre international pour la paix, les droits humains et le développement, cette rencontre a permis aux artisans de la paix locaux de forger des alliances, de remettre en question les structures de pouvoir existantes et de donner la priorité au bien-être à travers des récits, des dialogues, des réflexions, des activités artistiques collectives, de la danse, de la musique, du repos et même du tai-chi tôt le matin.

Dans le cadre de cette activité, le CSPPS et l'UNOY ont été invités à co-animer une session sur le programme Jeunesse, paix et sécurité (YPS), qui a récemment fêté son 10e anniversaire. En nous appuyant sur notre dernière saison du podcast The Peace Corner, « Jeunesse, paix et sécurité : 10 ans et toujours en quête de réponses ! », et sur les recommandations pour l'avenir qui en ont découlé, nous avons conçu un dialogue autour de trois questions : Quels progrès avons-nous constatés dans la consolidation de la paix menée par les jeunes et le programme YPS au cours des dix dernières années ? Quels défis les jeunes doivent-ils encore relever dans leurs efforts de consolidation de la paix ? Quelle est notre vision pour les dix prochaines années du programme YPS et comment pouvons-nous y parvenir ?

Organisée dans la salle de conférence principale, la conversation a réuni de jeunes artisans de la paix et des alliés intergénérationnels issus de divers contextes afin de partager leurs expériences personnelles et de s'écouter attentivement et avec curiosité. Ce dialogue a permis de mettre en évidence la manière dont le programme YPS a commencé à redessiner le paysage de la consolidation de la paix menée par les jeunes. Si les jeunes mènent des efforts de consolidation de la paix depuis bien avant la formalisation du programme, le YPS a fourni un cadre commun grâce auquel les organisations locales peuvent articuler ce travail, renforcer leur légitimité et, parfois, accéder à des financements, tout en offrant un outil permettant de tenir les gouvernements responsables des engagements pris dans les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies relatives au YPS. Au-delà des politiques, le programme a permis aux organisations dirigées par des jeunes de se connecter et de collaborer à tous les niveaux, en s'appuyant sur des réseaux tels que l'UNOY pour partager leurs expériences et se positionner comme partie intégrante de la solution. Grâce au YPS, les jeunes artisans de la paix ont eu accès à des espaces qui leur étaient historiquement fermés et, dans de nombreux cas, ont créé les leurs, ouvrant ainsi de nouvelles voies pour dialoguer avec les gouvernements et combler le fossé entre la consolidation de la paix, le développement et l'action humanitaire.

Dans le même temps, nous devons reconnaître l'écart qui existe entre la reconnaissance et la réalité. Dans de nombreux contextes, les espaces politiques et de production de connaissances restent dominés par des acteurs qui ne sont pas des jeunes, ces derniers étant toujours considérés comme des victimes ou des auteurs de violences plutôt que comme des agents actifs

REFLECTIONS ON PEACE CONNECT 2025

de la paix. La sensibilisation à l'agenda YPS est inégale, ce qui limite la manière dont les organisations dirigées par des jeunes peuvent en tirer parti, tandis que les normes traditionnelles continuent de restreindre le leadership des jeunes, touchant de manière disproportionnée les jeunes femmes et les jeunes de divers genres. Malgré les engagements formels, la mise en œuvre au niveau national a souvent été lente et la participation reste symbolique ; les jeunes sont présents à la table des négociations, mais leurs points de vue sont rarement pris en compte. Ces défis sont aggravés par le manque chronique de ressources, l'exclusion des jeunes marginalisés et, dans de nombreux contextes, les risques directs auxquels sont confrontés les jeunes engagés dans des activités de consolidation de la paix.

Pour l'avenir, nous envisageons un programme YPS ancré dans la pratique quotidienne plutôt que dans la seule politique. La coopération intergénérationnelle est essentielle, tout comme la compréhension commune que le programme YPS profite à l'ensemble de la société, et pas seulement aux jeunes. Il est essentiel de localiser le programme, c'est-à-dire de l'introduire dans les écoles, les espaces religieux et communautaires, ainsi que sur les plateformes en ligne où les jeunes se réunissent déjà. Une coordination plus étroite entre les acteurs du YPS, un financement accru et durable des organisations dirigées par des jeunes, ainsi que des cadres de responsabilité et de suivi plus clairs sont nécessaires pour traduire les engagements en actions. Les plans d'action nationaux ne doivent pas être considérés comme des aboutissements, mais comme des outils vivants, soutenus par la volonté politique et les ressources nécessaires, afin de garantir que la participation des jeunes à la paix et à la prise de décision soit significative et transformatrice.

À l'issue de la session, il restait un sentiment de responsabilité partagée et de possibilités. Dix ans après le lancement du YPS, les jeunes et leurs alliés continuent d'en façonner le sens avec courage, créativité et attention. La tâche qui nous attend consiste à faire en sorte que les institutions écoutent, répondent et agissent avec le même engagement.

Florence Meuwissen, d'United Network of Young Peacebuilders (UNOY) | Pays-Bas

SIPRI Forum à Stockholm

La CSPPS a participé au Forum SIPRI à Stockholm, où des décideurs politiques, des acteurs du développement et de l'humanitaire, des entrepreneurs pour la paix, des chercheurs, des experts en sécurité et des organisations de la société civile se sont réunis pour discuter de solutions intégrées aux défis liés à la sécurité, à la paix et au développement. La participation de la CSPPS au Forum SIPRI a été un événement clé pour renouer avec les membres de la CSPPS. Le Forum a également été un événement important pour établir et concrétiser des liens avec des partenaires et collègues externes tels que le ministère néerlandais des Affaires étrangères, la GIZ, la Banque africaine de développement, des homologues allemands et la Fondation Dag Hammarskjöld, pour n'en citer que quelques-uns. Le Forum SIPRI a en outre revêtu une importance particulière pour l'apprentissage entre pairs avec des praticiens travaillant dans le domaine de la consolidation de la paix, dans des contextes fragiles où l'espace civique peut être encore plus restreint.

L'Alliance Just Future

La CSPPS était le partenaire réseau du Consortium pour un avenir juste, un partenariat de cinq ans lancé en 2021 et financé par le ministère néerlandais des Affaires étrangères, qui visait à améliorer la sécurité, la justice et les processus décisionnels politiques inclusifs grâce à des efforts coordonnés de lobbying et de plaidoyer dans des contextes fragiles et touchés par des conflits. Le programme pour un avenir juste a été mis en œuvre dans six pays, à savoir l'Afghanistan, le Burundi, la République démocratique du Congo, le Soudan du Sud, le Niger et le Mali.

2025 a été la dernière année de l'Alliance Just Future, concluant un partenariat de cinq ans. En 2025, la CSPPS a apporté un soutien financier à ses partenaires du Mali et d'Afghanistan. Ce financement a permis aux partenaires de renforcer leurs efforts et leur travail au niveau national sur diverses questions, en particulier celles liées à la participation des jeunes et à l'inclusion des genres.

- Le travail de l'organisation Afghans for Progressive Thinking (APT) dans le cadre de ce programme a mis l'accent sur l'autonomisation des jeunes et les droits humains, notamment à travers le programme Afghan Youth Representative to the United Nations (AYR-UN). Conformément à la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les jeunes, la paix et la sécurité, cette initiative offre aux jeunes Afghans une plateforme essentielle pour faire entendre leur voix sur la scène politique mondiale. Le cycle 2025, lancé en février 2025, a invité des candidats âgés de 18 à 29 ans issus de la diaspora afghane à participer à un processus de sélection rigoureux. La sélection finale s'est déroulée au bureau de Cordaid à La Haye, où Aziza Akrami a été choisie comme représentante de la jeunesse afghane. La CSPPS a continué à soutenir APT et Aziza Akrami tout au long de son mandat de six mois, en identifiant des opportunités pour elle de participer à des forums internationaux et de s'engager auprès des décideurs politiques afin de mener des actions concrètes sur la question des jeunes en Afghanistan.
- L'Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD) est une organisation dirigée par des jeunes au Mali qui a renforcé les capacités en matière de transformation des conflits et de sécurité humaine dans les régions de Bamako et de Mopti, mené des dialogues communautaires sur les droits humains entre les communautés marginalisées et les acteurs multinationaux sur l'accès à la justice, et lancé des campagnes en ligne sur les réformes de la justice et de la sécurité et les meilleures pratiques du programme Just Future. L'AJCAD a également produit des podcasts pour discuter de ces projets, que vous pouvez écouter [ici](#).

En tant que partenaire réseau de Just Future, la CSPPS a continué à organiser des réunions mensuelles tout au long de l'année 2025, chacune étant consacrée au travail d'un partenaire différent du consortium dans le domaine du renforcement des efforts de la société civile. Ces réunions ont été des occasions précieuses pour les partenaires de se rencontrer, de partager leurs stratégies et leurs idées issues de leur travail et d'organiser des actions collectives de plaidoyer. Au niveau international, la CSPPS a facilité et soutenu la participation des collègues de Just Future au dialogue IDPS sur la côte ouest-africaine à Abidjan (Côte d'Ivoire), à Peace Connect à Nairobi en octobre et à la 2e conférence JPS de l'UE à Bruxelles en novembre.

À la fin du programme Just Future, les partenaires ont eu l'occasion de réfléchir aux enseignements tirés, aux progrès réalisés et au potentiel d'actions futures lors de l'événement de clôture. Le programme a fourni une base solide pour les connexions et



les réseaux entre les différents partenaires. Travaillant dans des contextes fragiles et touchés par des conflits, le programme a également montré que des contributions significatives ont été apportées au fil des ans pour soutenir des relations plus inclusives, constructives et durables entre les parties prenantes et les responsables. La CSPPS a beaucoup apprécié son adhésion à l'Alliance Just Future et est extrêmement fière des progrès réalisés dans les six pays. La plateforme espère poursuivre sa collaboration avec les différents partenaires à l'avenir.

INFLUENCE POLITIQUE



INTRODUCTION

En 2025, la CSPPS s'est activement engagée dans divers espaces politiques de haut niveau afin de faire progresser ses stratégies collectives, ses priorités en matière de plaidoyer et de renforcer l'influence collective de la société civile dans les discussions mondiales sur la consolidation de la paix. Grâce à sa participation à des forums internationaux, à des réunions stratégiques et à des processus multilatéraux, la Plateforme s'est efforcée de forger des partenariats, d'aligner les parties prenantes autour de priorités communes et de promouvoir des approches plus cohérentes en matière de paix, de gouvernance et de développement. Dans le cadre de ces engagements, la CSPPS a constamment plaidé en faveur d'approches inclusives de consolidation de la paix, de la protection et de l'élargissement de l'espace civique, et d'un engagement plus fort en faveur d'actions menées au niveau local. En mettant en avant les points de vue et les expériences de ses membres, en particulier ceux qui opèrent dans des contextes de conflit et de fragilité, la Plateforme a appelé à l'adoption de politiques audacieuses et transformatrices qui placent les acteurs locaux au centre des réponses mondiales aux défis en matière de paix et de sécurité.

SDG16+ Interlinkages

Les initiatives présentées dans cette section reflètent l'engagement de la CSPPS en faveur de l'influence politique. Grâce à ses activités de plaidoyer et de lobbying, la CSPPS a pu maintenir des relations solides avec ses organisations partenaires sous la forme d'une collaboration continue dans le cadre de diverses initiatives de plaidoyer et de sensibilisation. La CSPPS a également développé de nouveaux partenariats, permettant à la plateforme d'explorer de nouvelles voies de collaboration pour des actions plus efficaces en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits.

Comme les années précédentes, la CSPPS a participé à la **conférence SDG16 2025**, qui s'est tenue au siège des Nations Unies à New York et intitulée « Promouvoir la paix, la justice et les institutions pour le développement durable ». La conférence était organisée par la Mission permanente de l'Italie auprès des Nations Unies, le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (UNDESA) et l'Organisation internationale du droit du développement (IDLO). La CSPPS, en collaboration avec le réseau TAP, a dirigé le processus de rédaction de la **Déclaration**



Photo: Peter van Sluijs

de Rome de la société civile sur l'ODD 16+ 2025, qui a été lancée lors de la conférence SD16 le 12 mai. Intitulée « *Une boussole pour naviguer dans la tempête géopolitique* », cette déclaration présente des recommandations concrètes dans quatre domaines thématiques essentiels : a) passer du conflit à la coopération, b) repenser le financement des SDG16+, c) renforcer l'espace civique et d) garantir les libertés fondamentales et la justice. Elle peut être consultée [ici](#).

RÉFLEXIONS SUR

DÉCLARATION DE ROME DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

New York, May 2025

Le lancement de la Déclaration de la société civile de Rome en mai dernier a été un moment opportun et fondateur pour les acteurs de la société civile œuvrant à la croisée de la paix, de la gouvernance et du développement durable. Dans un contexte d'incertitude mondiale croissante, de rétrécissement de l'espace civique et de crises prolongées, la Déclaration a réaffirmé une vérité simple mais souvent négligée : aucun progrès significatif ne peut être accompli en matière d'ODD 16 et du Programme 2030 au sens large sans une société civile forte, protégée et véritablement engagée.

Pour les organisations opérant dans des contextes fragiles et touchés par des conflits, la Déclaration de Rome a trouvé un profond écho. Elle a rendu compte des réalités quotidiennes auxquelles sont confrontés les acteurs de la société civile qui continuent à travailler sous pression, souvent confrontés à des contraintes politiques, des risques sécuritaires et des ressources limitées, tout en restant au plus près des communautés les plus touchées par l'injustice, l'exclusion et la violence. La Déclaration n'a pas idéalisé le rôle de la société civile, mais a plutôt reconnu à la fois ses contributions indispensables et les obstacles structurels qui nuisent à son efficacité.

La contribution la plus significative de la Déclaration est l'accent mis sur la confiance, la collaboration et la responsabilité. Elle a mis au défi les gouvernements, les bailleurs de fonds et les organisations internationales d'aller au-delà de simples interactions avec la société civile et d'investir plutôt dans des partenariats équitables et à long terme. Cela est particulièrement important pour les membres de la CSPPS. Les efforts de consolidation de la paix et de renforcement de l'État nécessitent de la patience, des stratégies adaptées au contexte et une appropriation locale durable. Les cycles de financement courts, les cadres rigides et les processus décisionnels descendants continuent d'affaiblir l'impact sur le terrain. La Déclaration de Rome lance un appel clair à reconsidérer ces dynamiques.

Tout aussi important était l'accent mis par la Déclaration sur la protection de l'espace civique et la reconnaissance de la société civile comme un acteur politique à part entière, et non comme un simple prestataire de services. Dans les contextes fragiles, où les institutions démocratiques sont souvent faibles ou contestées, la société civile joue un rôle essentiel dans la médiation, la cohésion sociale, la responsabilité et l'alerte précoce. La Déclaration de Rome a correctement positionné la société civile comme un co-créateur de solutions, plutôt que comme une partie prenante secondaire.

Pour la CSPPS, le lancement de la Déclaration de Rome sur la société civile représente à la fois une affirmation et une responsabilité.

Elle valide des années d'efforts collaboratifs visant à maintenir la paix, la justice et la gouvernance inclusive au premier plan des discussions mondiales sur le développement. Simultanément, elle exhorte les membres de la CSPPS à continuer de relier les expériences locales aux politiques mondiales, en veillant à ce que les promesses faites au niveau international améliorent réellement les conditions des

communautés confrontées à des conflits et à l'instabilité.

En fin de compte, la Déclaration de Rome n'est pas le dernier mot. Il s'agit d'une référence commune et d'un instrument politique que la société civile peut utiliser pour exiger des comptes, former des

RÉFLEXIONS SUR

DÉCLARATION DE ROME DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

communautés confrontées à des conflits et à l'instabilité.

En fin de compte, la Déclaration de Rome n'est pas le dernier mot. Il s'agit d'une référence commune et d'un instrument politique que la société civile peut utiliser pour exiger des comptes, former des coalitions et réaffirmer sa position en tant que force de paix, d'inclusion et de résilience dans un monde de plus en plus divisé.

Pour moi, « travailler sur le terrain m'a appris que la fragilité ne se résume pas à la faiblesse des institutions, mais aussi à l'absence de voix entendues. Lorsque la société civile est exclue ou contrainte, ces voix disparaissent, et avec elles les alertes précoces et les solutions locales qui empêchent le retour des conflits ».

Musa Ansumana Soko, from WASHnet | Sierra Leone

CSPPS continued to engage with the Transparency, Accountability and Participation for the 2030 Agenda (TAP) Network, a global coalition of civil society organisations who work for the advancement of SDG16 and accountability within the agenda. CSPPS's bilateral collaborations with other civil society organisations in 2025 included, amongst others, projects with UNOY, Cordaid, Search for Common Ground and Interpeace. These engagements allowed CSPPS to work closely with other organisations to share expertise and resources, spearhead joint initiatives and advance their shared goals.

Ahead of **COP30 in Belém**, CSPPS partnered with Cordaid to co-author a joint position paper on the nexus of Climate, Peace and Security. Building on previous years positioning papers – which can be read [here](#) – and Cordaid's long-standing approach to climate justice, which emphasises fairness, equity and the disproportionate impacts of climate change on fragile and conflict-affected settings, the paper outlines why integrated climate action and peace-sensitive responses are essential to address the compounded vulnerabilities faced by these communities. It calls for substantially increased and more accessible climate finance that is conflict-sensitive, locally-led and tailored to the needs of people in fragile states, and highlights concrete recommendations for policymakers at COP30 and beyond. You can read more about it [here](#).

La CSPPS a continué à collaborer avec le réseau Transparency, Accountability and Participation for the 2030 Agenda (TAP), une coalition mondiale d'organisations de la société civile qui œuvrent pour la promotion de l'ODD 16 et de la responsabilité dans le cadre de l'agenda. En 2025, les collaborations bilatérales du CSPPS avec d'autres organisations de la société civile ont notamment porté sur des projets avec l'UNOY, Cordaid, Search for Common Ground et Interpeace. Ces engagements ont permis à la CSPPS de travailler en étroite collaboration avec d'autres organisations afin de partager leur expertise et leurs ressources, de mener des initiatives conjointes et de faire progresser leurs objectifs communs.

En amont de la **COP30 à Belém**, la CSPPS s'est associée à Cordaid pour rédiger conjointement un document de position sur le lien entre le climat, la paix et la sécurité. S'appuyant sur les documents de position des années précédentes – que vous pouvez consulter [ici](#) – et sur l'approche de longue date de Cordaid en matière de justice climatique, qui met l'accent sur l'équité, l'égalité et les impacts disproportionnés du changement climatique sur les zones fragiles et touchées par des conflits, le document explique pourquoi une action climatique intégrée et des réponses sensibles à la paix sont essentielles pour faire face aux vulnérabilités multiples auxquelles ces communautés sont confrontées. Il appelle à un financement climatique considérablement accru et plus accessible, qui soit sensible aux conflits, dirigé localement et adapté aux besoins des populations des États fragiles, et met en avant des recommandations concrètes à l'intention des décideurs politiques lors de la COP30 et au-delà. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

Promouvoir la jeunesse, la paix et la sécurité : consultations YPS pour un impact significatif et un écosystème émergent

En 2025, la CSPPS, en partenariat avec Interpeace, a lancé avec succès un projet parrainé par la GIZ, intitulé « Garantir une participation inclusive et significative des jeunes - Consultations sur la jeunesse, la paix et la sécurité pour un impact significatif », conçu pour amplifier la voix des jeunes et faciliter leur action et leur leadership grâce à des consultations structurées menées par des organisations de jeunesse. Cherchant à offrir une perspective alternative sur le potentiel des jeunes en tant que moteurs clés des programmes nationaux et mondiaux de consolidation de la paix et en tant que détenteurs de droits façonnant les cadres politiques et de gouvernance, le projet a soutenu sept processus de consultation nationaux menés par des jeunes en Colombie, au Guatemala, au Kenya, au Mali, aux Philippines, en Sierra Leone et en Syrie.

Le projet s'articulait autour de trois objectifs principaux, à savoir renforcer l'action des jeunes dans la consolidation et la prévention de la paix, formuler des recommandations concrètes qui éclairent la prise de décision nationale et internationale, et établir des liens entre les initiatives menées par les jeunes et les processus multilatéraux YPS.

Dans le cadre de ce projet, le CSPPS a joué un rôle de coordination, supervisant la gestion des subventions et dirigeant la phase préparatoire. Après avoir supervisé la sélection de neuf organisations dirigées par des jeunes pour mener les consultations nationales, le CSPPS a assuré la responsabilité, le suivi et le compte rendu de toutes les activités du projet. En collaboration avec Interpeace, le CSPPS a soutenu les liens entre les consultations nationales et les processus mondiaux YPS, contribuant à la deuxième étude indépendante sur les progrès accomplis et à la mise en œuvre du Pacte pour

l'avenir et de la Déclaration sur les générations futures.

Ce projet pilote a démontré que les consultations menées par des jeunes peuvent aller au-delà d'un engagement symbolique pour produire des résultats tangibles et pertinents sur le plan politique. Le rôle central joué par le CSPPS et Interpeace a permis d'amplifier la voix des jeunes, d'aligner les conclusions sur les cadres plus larges de consolidation de la paix et de prévention, et de faire en sorte que les enseignements tirés puissent éclairer la prise de décision aux niveaux local, national, régional et international.

En outre, le projet a renforcé les liens entre les initiatives menées par des jeunes et les processus internationaux liés aux YPS, notamment la deuxième étude indépendante sur les progrès réalisés dans ce domaine. Les consultations ont directement alimenté les délibérations mondiales cruciales et les cadres multilatéraux qui façonneront la prochaine décennie de paix et de sécurité. L'objectif était double : veiller à ce que les données générées par les jeunes identifient ou comblent les lacunes identifiées dans la mise en œuvre du programme YPS, et positionner les perspectives des jeunes de manière à influencer les débats politiques de haut niveau, tout en reliant et en influençant les points de décision locaux/nationaux dans les pays où les consultations ont lieu.



Soutenir les progrès vers des sociétés pacifiques, justes et inclusives

La CSPPS a continué à s'engager au sein de la Coalition Mondiale pour l'ODD 16 et a poursuivi ses efforts pour se positionner, ainsi que ses membres et la société civile dans son ensemble, dans le contexte de l'examen de l'Agenda 2030 et des étapes importantes dans ce domaine, notamment le Forum politique de haut niveau (FPHN), l'examen de l'architecture de consolidation de la paix et la 4e Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4). La participation à ces événements clés a consisté à suivre les discussions, à établir des contacts avec les principales parties prenantes et partenaires concernés et, surtout, à continuer de mettre en avant le rôle de la société civile dans ces espaces et ces dialogues. Le CSPPS a continué à plaider en faveur de sociétés plus pacifiques, plus justes et plus inclusives, y compris au niveau des Nations Unies.

Architecture de consolidation de la paix des Nations Unies | Février

En février, la CSPPS a participé à une réunion de consultation à Bruxelles, organisée par le Bureau européen de liaison pour la consolidation de la paix (EPLO), dans le cadre de l'examen en cours de l'architecture de consolidation de la paix des Nations Unies (PBAR). Cette réunion a rassemblé des praticiens de la consolidation de la paix, des experts en politiques et des représentants de la société civile afin de réfléchir à l'état actuel et à l'orientation future de la PBAR. La discussion a porté sur la manière de garantir que l'architecture reste



Photo: EPLO

adaptée à son objectif dans un contexte mondial en rapide évolution, marqué par des crises complexes et des menaces croissantes pour la paix et la stabilité. La CSPPS a animé une discussion sur la manière dont la révision de l'architecture de consolidation de la paix des Nations Unies (PBAR) peut faire progresser plus efficacement les priorités transversales, en particulier les programmes « Femmes, paix et sécurité » (WPS) et « Jeunesse, paix et sécurité » (YPS). Cette conversation a également examiné comment l'adoption d'une approche fondée sur les droits humains peut contribuer à renforcer les efforts de prévention des conflits. Les participants ont souligné l'importance de favoriser des partenariats intégrés et inclusifs, ainsi que d'améliorer la coordination entre les secteurs et les institutions, afin de renforcer l'impact mondial et la durabilité des initiatives de consolidation de la paix. La CSPPS poursuivra son engagement dans le processus d'examen et continuera à plaider en faveur d'une architecture de consolidation de la paix qui soit inclusive, réactive et capable de soutenir les efforts menés localement dans des contextes fragiles et touchés par des conflits.

Outre le suivi des processus liés à la révision de l'architecture de consolidation de la paix, la CSPPS a participé à la 4e Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4) à Séville, en Espagne. En partenariat avec le Bureau Quaker auprès des Nations Unies et le réseau TAP, la CSPPS a organisé un événement parallèle officiel sur le thème « Le financement du développement dans le cadre du lien entre la paix, la gouvernance et le développement : des approches locales pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives ». Cet événement a réuni, entre autres, la sous-secrétaire générale Elizabeth Spehar, le ministre Barlay de Sierra Leone et Ajmal Ramyar, membre de la CSPPS et de l'APT, en tant qu'intervenants. À la fin de l'événement, Mme Spehar et M. Barlay ont tous deux déclaré que la discussion aurait dû avoir lieu sur la scène principale de la conférence FfD4, car elle abordait les principaux défis auxquels le domaine de la consolidation de la paix et de la prévention est confronté depuis le début de l'année 2025. L'événement s'est concentré sur la manière dont le cadre du FfD, en collaboration avec les donateurs et d'autres parties prenantes clés, peut mieux soutenir des modèles de financement holistiques et localisés dans le cadre du lien entre l'humanitaire, le développement et la paix (HDP). Les discussions ont notamment mis l'accent sur la nécessité d'augmenter les investissements qui soutiennent l'intégrité et le financement de chaque pilier du HDP tout en faisant progresser la consolidation de la paix, l'accès à la justice, la responsabilité des institutions et les efforts de développement menés au niveau local.

Forum de l'OCDE | Mars

Les 5 et 6 mars, la délégation du CSPPS EC a participé au premier Forum de l'OCDE sur le développement, la paix et la stabilité à Paris, en France. Le Forum a souligné l'urgence d'un changement de paradigme dans l'approche de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits dans les zones fragiles et touchées par des conflits. Alors que les budgets consacrés à l'aide au développement font l'objet de coupes importantes, le Forum a souligné la nécessité d'aborder le développement différemment, en adaptant et en faisant évoluer les efforts de consolidation de la paix afin de relever les défis d'un contexte en mutation rapide. Cela nécessite un effort concerté pour intégrer la consolidation de la paix et la prévention dans des interventions programmatiques plus larges, en veillant à ce que ces efforts ne soient pas cloisonnés, mais plutôt intégrés dans le tissu des initiatives de développement.



REFLECTIONS ON

DIALOGUES DE PARIS SUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LA PRÉVENTION

Paris, Mars 2025

Nous traversons une période particulièrement critique pour la paix. Le monde est aujourd'hui confronté à un nombre record de conflits, dont beaucoup s'inscrivent dans la durée et gagnent en complexité. Ces crises sont aggravées par des facteurs structurels majeurs tels que le changement climatique, la montée de l'autoritarisme et l'extrémisme violent, mettant à rude épreuve des systèmes multilatéraux de plus en plus incapables d'apporter des réponses adaptées et cohérentes.

Dans le même temps, l'espace civique se rétrécit à l'échelle mondiale, tandis que les financements dédiés à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits connaissent un déclin rapide. Cette situation est d'autant plus préoccupante que les sociétés font face à une érosion de la confiance, à des basculements géopolitiques profonds et à une insécurité croissante. Dans ce contexte, la paix n'est plus un idéal abstrait, mais une urgence politique, sociale et humaine.

C'est dans ce cadre que les principales parties prenantes de la communauté internationale – représentants des gouvernements, organisations de la société civile, partenaires techniques et financiers – se sont réunies à Paris au cours de la première semaine de mars pour engager des discussions stratégiques autour de ces défis majeurs.

En amont de la réunion du Comité de pilotage du Dialogue international pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS), prévue le 4 mars 2025, et du Forum de l'OCDE sur le développement, la paix et la stabilité, tenu les 5 et 6 mars 2025, le Comité exécutif de la Plateforme de la Société Civile pour la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'État (CSPPS) a organisé une réunion stratégique en présentiel le lundi 3 mars.

RÉFLEXIONS SUR

DIALOGUES DE PARIS SUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LA PRÉVENTION

Cette rencontre, à laquelle j'ai pris part en tant que membre du bureau exécutif de la CSPPS, a réuni des membres actuels, anciens et nouvellement élus du Comité exécutif. Elle avait pour objectif d'aligner les positions stratégiques de la Plateforme, de préparer les contributions de la société civile aux dialogues à venir et de renforcer une voix collective fondée sur les réalités des pays affectés par les conflits.

Les échanges ont permis de partager des analyses sur l'état de la paix, de la justice et de l'inclusion dans les pays membres, tout en identifiant des priorités stratégiques claires pour les années à venir. Il s'agissait notamment de réaffirmer le rôle central des acteurs locaux et de la société civile dans les processus de consolidation de la paix, ainsi que la nécessité de partenariats plus équilibrés, inclusifs et durables.

Ma participation à la réunion du Dialogue international pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État a constitué un moment clé de cette séquence parisienne. Ce cadre unique de dialogue entre États, partenaires au développement et société civile vise à promouvoir des trajectoires de sortie de crise pilotées par les pays eux-mêmes, fondées sur l'appropriation nationale, l'inclusion citoyenne et la prévention à long terme des conflits.

Ces Dialogues de Paris ont rappelé avec force que, face à la multiplication des crises et à la fragilisation des mécanismes de coopération internationale, il est impératif de replacer la paix, la prévention des conflits et le renforcement de l'État au cœur des priorités mondiales. La mobilisation collective, le dialogue politique et l'engagement constant de la société civile demeurent des leviers essentiels pour construire un avenir plus juste, plus inclusif et durablement pacifique.

Adam Dicko, from Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD) | Mali

CSW69 | Mars

La CSPPS a coorganisé avec l'Alliance pour la Consolidation de la Paix (AfP), la Communauté internationale bahá'íe, International IDEA, NGO-CSW, le réseau Transparency, Accountability & Participation (TAP), les Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) une table ronde informelle lors de la 69e session de la Commission de la condition de la femme sur les liens entre l'égalité des sexes et les sociétés pacifiques, justes et inclusives. La table ronde a réaffirmé la nécessité d'une collaboration continue et d'une action collective pour faire progresser l'égalité des sexes (ODD 5) et la paix, la justice et l'inclusion (ODD 16). Les défis abordés, des changements politiques aux coupes budgétaires, créent des opportunités urgentes pour une approche unifiée et fondée sur des données probantes afin de garantir que ces objectifs restent au cœur des efforts mondiaux en faveur de la paix, de la justice et de l'égalité des sexes. Les participants ont exprimé leur engagement commun à tirer parti des discussions futures et des processus internationaux (par exemple, le Forum politique de haut niveau et le Forum sur le financement du développement).

Commission de consolidation de la paix (CCP) | Mai

En mai, le coordinateur du CSPPS, Peter van Sluijs, a été invité à participer à la réunion d'experts sur la coopération Sud-Sud et triangulaire (SSTC) pour la consolidation et le maintien de la paix. Il a fait part de ses réflexions sur le rôle essentiel de la SSTC dans la promotion d'une paix durable grâce à l'apprentissage mené par la société civile, à l'échange de politiques et à la collaboration interrégionale, exhortant la Commission de consolidation de la paix à renforcer les stratégies de consolidation de la paix inclusives et adaptées au contexte.

Réunion de l'Incubation Space de Genève | Juin

En juin, deux membres du comité exécutif ont participé à la réunion de l'Incubation Space de Genève organisée par Principles for Peace et le gouvernement suisse. L'événement a réuni le g7+, les donateurs de l'INCAF et d'autres parties prenantes clés. L'objectif était de discuter des défis, des solutions et d'explorer les moyens d'aller de l'avant dans un contexte d'instabilité mondiale croissante. L'un des thèmes principaux était l'urgence de maintenir la pertinence de l'IDPS dans un monde confronté à des conflits croissants et à une diminution des ressources. La principale conclusion était que la période troublée que nous traversons actuellement offre l'occasion de repenser et de reconstruire des partenariats capables de plaider en faveur de la prévention et de la paix. Le rapport des deux jours de discussions peut être consulté [ici](#).

Deuxième conférence sur la jeunesse, la paix et la sécurité | Novembre

Alors que 2025 marque le 10e anniversaire de l'adoption de la **résolution 2250 du Conseil de sécurité** des Nations unies, la **Deuxième Conférence sur la jeunesse, la paix et la sécurité** s'est tenue à Bruxelles du 11 au 14 novembre. Organisée en réponse à la crise mondiale actuelle, cette conférence a réuni les institutions de l'UE, les États membres et plus de 120 jeunes acteurs de la paix et partenaires du monde entier afin de définir ensemble l'avenir de l'action de Team Europe en matière de jeunesse, paix et sécurité. Des représentants de l'APT et du Cercle Dev étaient présents à la conférence afin de présenter le travail réalisé dans le cadre du programme Just Future. Dans ce contexte, la Fondation Afrique-Europe (AEF), la Coopération durable pour la paix et la sécurité (SCPS) et la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et l'État (CSPPS) ont organisé un dialogue de haut niveau afin de placer la jeunesse, la paix et la sécurité (YPS) au cœur du partenariat Afrique-Europe. En amont du Sommet UA-UE, qui définit l'orientation stratégique d'une coopération renouvelée, l'événement visait à garantir que les jeunes soient reconnus non seulement comme des bénéficiaires, mais aussi comme des partenaires dans la construction de la paix, de la gouvernance et du développement durable. Réunissant des jeunes leaders, des décideurs politiques et des représentants de la société civile des deux continents, la discussion a porté sur les moyens pratiques d'intégrer les perspectives des jeunes dans les cadres politiques nationaux et régionaux, notamment par la co-création et le financement de plans d'action nationaux (PAN) sur la YPS. À l'issue de la Conférence YPS de l'UE, une déclaration



commune sur le JPS a été co-rédigée et soumise à la consultation des praticiens et des participants à la conférence de Bruxelles. Elle a été lancée le 20 novembre. La conférence a également permis de mener une consultation pour la deuxième étude indépendante sur les progrès réalisés en matière de JPS, dans le cadre de laquelle les contributions des praticiens ont été recueillies afin d'alimenter l'étude, dont le lancement est prévu au printemps 2025.

RÉFLEXIONS SUR

RÉFLEXIONS SUR LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE L'UE SUR LA JEUNESSE, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Bruxelles, Novembre 2025

Après sept ans, la deuxième conférence de l'UE sur la jeunesse, la paix et la sécurité (JPS), parallèlement à la première semaine JPS, s'est tenue à Bruxelles du 10 au 14 novembre 2025, offrant une occasion opportune et inestimable de dialogue, de réflexion et d'action collective. En tant que coprésident de Sustainable Cooperation for Peace & Security (SCPS) et membre de la délégation de la Fondation Anna Lindh, j'ai eu le privilège d'assister à la rencontre de plus de 150 jeunes artisans de la paix de plus de 88 nationalités, aux côtés de représentants des États membres de l'UE, des agences des Nations unies et des institutions européennes, venus partager leurs expériences, relever les défis persistants et envisager l'avenir de la consolidation de la paix menée par les jeunes. Cet événement a réaffirmé sans ambiguïté le potentiel transformateur de la participation des jeunes lorsqu'elle est abordée non pas comme un geste symbolique, mais comme un impératif stratégique.

La conférence et la semaine JPS, organisées par la coalition JPS de l'UE, ont incarné le principe de co-création. Les participants ont activement contribué au processus préparatoire pendant plusieurs mois, et le programme lui-même a privilégié les formats ouverts, favorisant un espace où chaque voix pouvait être entendue et chaque point de vue respecté. De l'animation des sessions et de la coordination avec les principaux intervenants à la supervision de l'interprétation, de la sécurité et de l'engagement des partenaires, l'ensemble de l'entreprise a reflété un profond sentiment d'appropriation collective, unissant les organisateurs, les partenaires de Team Europe et les participants dans un engagement commun à faire avancer le programme JPS.

Un aspect particulièrement mémorable de mon engagement a été la co-organisation de la table ronde thématique parallèle sur les JPS dans le cadre du partenariat Afrique-Europe, qui a permis une réflexion nuancée sur le renforcement de la collaboration interrégionale, le partage d'expériences pratiques et l'exploration de voies permettant aux jeunes de contribuer de manière significative à une paix durable. La table ronde a souligné la nécessité de créer des cadres inclusifs et à long terme qui relient les initiatives locales, nationales et régionales, démontrant que les partenariats établis entre les différentes zones géographiques sont essentiels pour traduire les engagements en actions concrètes.

Tout aussi important a été mon rôle dans le processus de déclaration commune, où j'ai eu l'occasion de proposer des amendements qui ont été acceptés à l'unanimité. Ces amendements mettaient l'accent sur la collaboration institutionnelle, soulignaient le rôle essentiel du Secrétariat conjoint sur les JPS et du Dialogue international sur la consolidation de la paix et la construction de l'État, et plaidaient en faveur de mécanismes inclusifs garantissant un accès équitable au financement pour les organisations de jeunesse. Ce processus a permis aux jeunes artisans de la

RÉFLEXIONS SUR

RÉFLEXIONS SUR LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE L'UE SUR LA JEUNESSE, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

paix et aux États membres de l'UE de contribuer directement et a illustré le pouvoir de l'appropriation partagée et de la prise de décision collective, garantissant que la déclaration soit à la fois un outil pratique et un engagement symbolique en faveur d'un véritable partenariat. Cependant, des défis subsistent quant au suivi des déclarations conjointes.

En tant que membre du comité consultatif de la deuxième étude indépendante sur les progrès réalisés dans le domaine de la protection des civils, j'ai également eu le privilège, avec des partenaires des Nations Unies et d'organisations de la société civile internationales, d'animer une consultation sur l'étude le dernier jour de la conférence. Cette session a été l'occasion de réfléchir ensemble aux progrès accomplis, de partager des idées et d'identifier les pistes à suivre pour que l'étude puisse éclairer les efforts actuels de l'UE et de la communauté internationale en matière de protection des civils, en rapprochant davantage les expériences locales des cadres politiques internationaux.

La conférence a également offert de précieuses occasions de collaboration avec le ministère italien des Affaires étrangères, notamment la participation à la réception JPS organisée par l'Italie, renforçant ainsi l'engagement diplomatique et favorisant le dialogue multilatéral essentiel à la durabilité du programme JPS.

Le réseau formé lors de cette réunion constitue en soi une réalisation majeure. De nombreux participants ont déjà mis en place des coalitions nationales ou régionales sur les JPS et il sera essentiel de maintenir ces liens pour traduire les engagements en résultats tangibles, avec le soutien des délégations de l'UE et, le cas échéant, des missions de la politique de sécurité et de défense commune de l'UE. Avec la déclaration commune, ce réseau jette les bases pour passer du dialogue à une action significative et durable.

En fin de compte, la deuxième conférence de l'UE sur les JPS a démontré que l'inclusion des jeunes n'est pas un exercice purement symbolique, mais la pierre angulaire d'une paix résiliente et durable. En encourageant une participation significative, en favorisant la collaboration institutionnelle et en créant des cadres équitables pour l'engagement, le programme JPS peut répondre efficacement aux défis complexes et interdépendants de notre époque. L'énergie, la perspicacité et l'engagement des jeunes artisans de la paix nous donnent confiance dans le fait que, grâce à un engagement soutenu, nous pouvons transformer nos intentions en actions et notre collaboration en changements durables.

Réflexion finale :

Les résultats de cette conférence ont une portée qui dépasse largement Bruxelles, car ils sont directement liés aux cadres plus larges de l'UE et du monde. La déclaration commune et le réseau renforcé de jeunes artisans de la paix offrent des moyens pratiques de faire progresser l'approche de Team Europe en matière de paix et de sécurité, en favorisant la cohérence, la coordination et le partage des responsabilités entre les États membres, les institutions et les acteurs de la société civile. Parallèlement, la conférence contribue au Pacte pour l'avenir des Nations unies, en veillant à ce que la dimension jeunesse de la paix durable soit fermement intégrée dans les programmes mondiaux, les stratégies de développement et la coopération multilatérale.

À l'avenir, il est essentiel que la dynamique créée lors de cette conférence soit maintenue grâce à des réunions plus régulières du JPS de l'UE. Il n'est plus acceptable d'attendre sept ans entre chaque événement ; les futures conférences doivent avoir lieu plus fréquemment afin de maintenir

RÉFLEXIONS SUR

RÉFLEXIONS SUR LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE L'UE SUR LA JEUNESSE, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

la continuité, de renforcer les réseaux et de garantir que les engagements se traduisent par un impact tangible et durable. En reliant les initiatives locales aux cadres régionaux et internationaux, et en réunissant régulièrement les jeunes, les décideurs politiques et les praticiens, la communauté JPS est désormais mieux placée pour transformer le dialogue en action, combler les fossés générationnels, géographiques et institutionnels, et construire une architecture de paix plus inclusive, plus résiliente et plus durable.

Marjus Cevoli, from Sustainable Cooperation for Peace & Security (SCPS) | Italy

Dialogue entre les OSC et les Nations Unies à Genève | Décembre

En décembre 2025, la CSPPS a invité ses membres à participer au Dialogue OSC-ONU à Genève, un rassemblement annuel phare organisé par le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (DPPA) des Nations Unies, en collaboration avec les partenaires du système des Nations Unies et la société civile. Lancé en 2023, le Dialogue offre une plateforme dédiée aux acteurs de la société civile pour dialoguer directement avec les entités des Nations Unies et les États membres, partager leurs connaissances sur le terrain en matière de consolidation de la paix et influencer les politi-



ques et l'architecture mondiales. Sous le thème général de la prévention des conflits, l'édition 2025 du Dialogue OSC-ONU avait trois priorités interdépendantes : a) un financement durable et flexible pour la consolidation de la paix, b) une inclusion significative de la société civile (avec un accent particulier sur les jeunes, les femmes et les acteurs locaux), et c) l'institutionnalisation de la participation des jeunes à travers le programme Jeunesse, paix et sécurité (YPS). Plusieurs membres de la CSPPS étaient présents, notamment des représentants de Justice Call, WANEP, SCPS, Interpeace, UNOY, CSP, Christian Aid Ireland, GPPAC et Peace Environment for Development.

Partenariat mondial avec Search for Common Ground

En 2025, la CSPPS et Search for Common Ground (Search) ont conclu un partenariat visant à plaider en faveur de la poursuite des efforts de consolidation de la paix parmi les parties prenantes allemandes dans le cadre d'un partenariat mondial. En octobre, une semaine d'engagement à Berlin a été organisée dans ce contexte. L'objectif de ce voyage était de rencontrer et de dialoguer avec divers acteurs allemands dans le domaine de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits, et de plaider en faveur du maintien de la priorité accordée à la consolidation de la paix et au financement de la paix à une époque de militarisation croissante. La délégation de la CSPPS/Search a rencontré plusieurs homologues allemands et participé au Dialogue de Berlin sur la paix. Organisé le 9 octobre au ministère fédéral de la Défense à Berlin et en

ligne, le Dialogue était consacré cette année au thème « Menaces hybrides et prévention des crises civiles : renforcer la résilience dans un monde fragmenté ». Organisé par le Conseil consultatif du gouvernement fédéral pour la prévention civile des crises et la consolidation de la paix, il a réuni des représentants de la société civile, des experts universitaires et des décideurs politiques afin d'examiner comment les attaques hybrides, telles que les cyberattaques, le sabotage et les campagnes de désinformation, remettent en cause les cadres de sécurité intégrés de l'Allemagne et de l'Europe, et quelles stratégies de prévention civile des crises peuvent être mises en œuvre pour y répondre. La participation au Dialogue visait à établir un lien direct avec diverses parties prenantes, afin d'aborder la question des coupes dans le financement du développement et de faire progresser la consolidation de la paix et la prévention en tant que pierres angulaires d'une paix durable.

Poursuite et renforcement du partenariat stratégique avec l'Allemagne

En janvier 2026, un nouvel accord de partenariat entre Cordaid (au nom de la CSPPS) et le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement [BMZ] a pris effet. La CSPPS est reconnaissante du soutien et du partenariat continus du gouvernement allemand. Ce partenariat apporte à la Plateforme le soutien nécessaire à l'exercice de ses fonctions essentielles : coordonner un réseau mondial d'organisations de la société civile qui soutiennent les efforts de consolidation de la paix et de prévention des conflits dans les situations de fragilité et de conflit. Ce partenariat témoigne également de l'engagement et du soutien de l'Allemagne en faveur du rôle de la société civile dans les domaines du dialogue politique international. En tant que CSPPS, nous nous réjouissons de travailler en partenariat avec le BMZ et d'autres départements pour défendre la consolidation de la paix, la prévention des conflits et le rôle de la société civile dans ce domaine. La Plateforme se réjouit de poursuivre ce partenariat en 2026 et de renforcer son engagement avec le gouvernement allemand sur des questions d'intérêt commun, notamment la jeunesse, l'égalité des sexes, le changement climatique, les migrations, la santé et la préparation aux pandémies, la sécurité alimentaire ou la numérisation.

PERSPECTIVES STRATÉGIQUES POUR 2026

Dans un contexte mondial en mutation et de plus en plus fragmenté, marqué par des conflits prolongés, une polarisation politique et un affaiblissement des institutions, l'année 2026 représente un moment critique pour les efforts de consolidation de la paix et de prévention à l'échelle mondiale. Alors que l'insécurité s'aggrave et que les approches préventives continuent d'être mises de côté, il est urgent de redynamiser les engagements collectifs en faveur de la consolidation de la paix, de la prévention des conflits et de la gouvernance inclusive. Dans de nombreuses régions occidentales, les gouvernements augmentent leurs budgets de défense tandis que les investissements dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la diplomatie diminuent. Ce déséquilibre risque de créer un angle mort stratégique : un scénario dans lequel les sociétés s'appuient de plus en plus sur des réponses militarisées qui, paradoxalement, aggravent l'instabilité qu'elles cherchent à contenir. Dans ce contexte, il est urgent de redynamiser les engagements collectifs en faveur des approches préventives, de la gouvernance inclusive et de la consolidation de la paix au niveau local. La CSPPS cherche à renforcer son engagement auprès des acteurs de la société civile, des gouvernements et d'autres institutions partenaires internationales afin de garantir que la consolidation de la paix reste un pilier central des programmes politiques nationaux et mondiaux.

Pour répondre efficacement aux défis auxquels est confronté le secteur du développement en général, et le domaine de la consolidation de la paix en particulier, une collaboration plus étroite entre les organisations et les réseaux de la société civile sera essentielle. En 2026, la CSPPS continuera d'investir dans des partenariats stratégiques qui permettent et encouragent de manière proactive l'action collective et le plaidoyer coordonné, notamment grâce à son engagement continu auprès de ses organisations membres et des réseaux adjacents. Ces alliances stratégiques joueront un rôle essentiel dans la consolidation des positions de la société civile, l'amplification des messages communs et le renforcement de l'influence collective des acteurs de la consolidation de la paix dans les processus politiques. Par ailleurs, elle vise à mieux présenter la consolidation de la paix comme un investissement stratégique en matière de sécurité, en démontrant ses avantages tangibles tels que le renforcement de la gouvernance, le rétablissement de la confiance du public, la cohésion sociale et la réduction des pressions liées aux déplacements. En 2026, la CSPPS continuera à mettre l'accent et à plaider en faveur de la protection et de l'expansion de l'espace civique, ainsi que d'un financement durable et plus prévisible pour la consolidation de la paix et la prévention. Dans le même temps, consciente de l'évolution du paysage des donateurs, la Plateforme recherchera activement des modalités de financement nouvelles et créatives.

L'une des priorités stratégiques de l'année à venir sera l'engagement de la CSPPS dans les processus politiques mondiaux liés à l'Agenda 2030 pour le développement durable [en mettant l'accent sur l'ODD 16+], y compris les processus de suivi et d'examen par le biais des examens nationaux volontaires (VNR). La CSPPS s'efforcera de soutenir la contribution coordonnée de la société civile à ces examens, en veillant à ce que les perspectives de la société civile locale sur la promotion de la paix, de la justice et de l'inclusion soient reflétées de manière significative. Grâce à cet engagement, la Plateforme vise à renforcer la responsabilité, à insérer et à mettre en avant des données factuelles locales, et à renforcer le rôle de la société civile dans le suivi des progrès vers la réalisation du Programme 2030. S'appuyant sur les progrès réalisés en 2025, la CSPPS renforcera son engagement en faveur de l'agenda Jeunesse, paix et sécurité (YPS) et de la promotion d'une inclusion significative des jeunes dans les processus de paix et la prise de décision. Le 10e anniversaire de la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies en 2025 a renouvelé l'attention mondiale sur le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix, créant de nouvelles opportunités politiques aux niveaux mondial et national. Dans ce contexte, la CSPPS vise à consolider davantage son rôle dans ce domaine en amplifiant le travail de ses membres dirigés par des jeunes et axés sur les jeunes, et en veillant à ce que les perspectives et le leadership des jeunes soient représentés de manière significative dans les dialogues et les discussions politiques clés sur la consolidation de la paix.

Malgré un environnement difficile, la CSPPS aborde l'année 2026 avec des bases solides fondées sur la confiance, la collaboration et un objectif commun. La plateforme reste profondément reconnaissante pour le partenariat et l'engagement continus de ses membres, partenaires et soutiens financiers. Ce soutien a joué un rôle déterminant en permettant à la CSPPS de poursuivre et d'adapter son travail dans un contexte mondial contraignant, de maintenir son rôle de coordination et de continuer à plaider en faveur d'approches inclusives et locales de la consolidation de la paix. Grâce à ce partenariat, la CSPPS continuera à innover, à influencer les politiques et à faire valoir que la consolidation de la paix n'est pas une alternative « douce » à la sécurité, mais un pilier stratégique et fondé sur des données probantes de la résilience mondiale et nationale, essentiel pour un monde plus sûr, plus ouvert et plus pacifique.

ANNEXES



PUBLICATIONS

Document d'information:

- [Climate, Peace and Security Nexus](#) [March 2025]
- [Migration, Peace and Security Nexus](#) [May 2025]
- [Digitalisation, Peace and Security](#) [June 2025]
- [Health, Peace and Security](#) [July 2025]
- [From Policy to Practice - ten years of civil society engagement with the Youth, Peace and Security agenda](#) [August, 2025]
- [From Policy to Practice - ten years of civil society engagement with the Youth, Peace and Security agenda](#) [August, 2025]

Document d'orientation :

- [2025 SDG16+ Rome Civil Society Declaration: A Compass Through Navigating the Geopolitical Storm](#) [May 2025]
- [Coastal West Africa Dialogue](#) on Prevention and Peacebuilding [July 2025]
- [IDPS Policy Statement](#) [September 2025]
- [Youth Recommendations for the YPS Agenda](#) [October 2025]
- Reflection Paper: [The Strategic Blind Spot: How Neglecting Peacebuilding Undermines Global Security](#) [February 2026]

Other publications:

- [Voices of the SDG16+: Stories for Global Action](#) [July 2025]
- [SDG16+ Storytelling Initiative](#) [2025]

Articles d'actualité

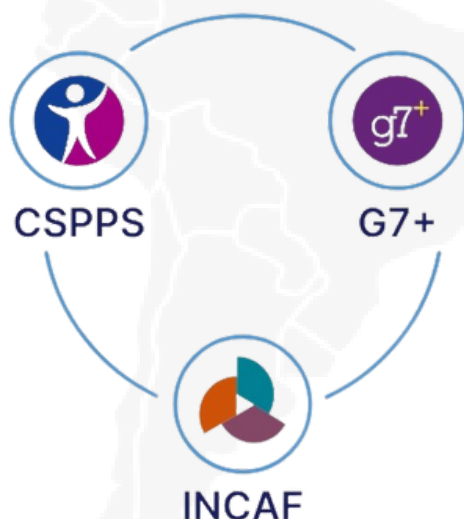
In 2025, CSPPS partnered with some of its members to draft articles on crucial new developments in peace and security in their regions. These pieces can be read below.

- [When Peace Turns to Chaos: The Aftermath of Gen Z Protests in Nepal](#) | CSPPS
- [Funding Peace in Eastern and Southern Africa](#) | CSPPS
- [An Overview of the Situation in Haiti: The Renewal of a Cyclical Crisis](#) | CSPPS

FONCTIONNEMENT DE LA PLATEFORME

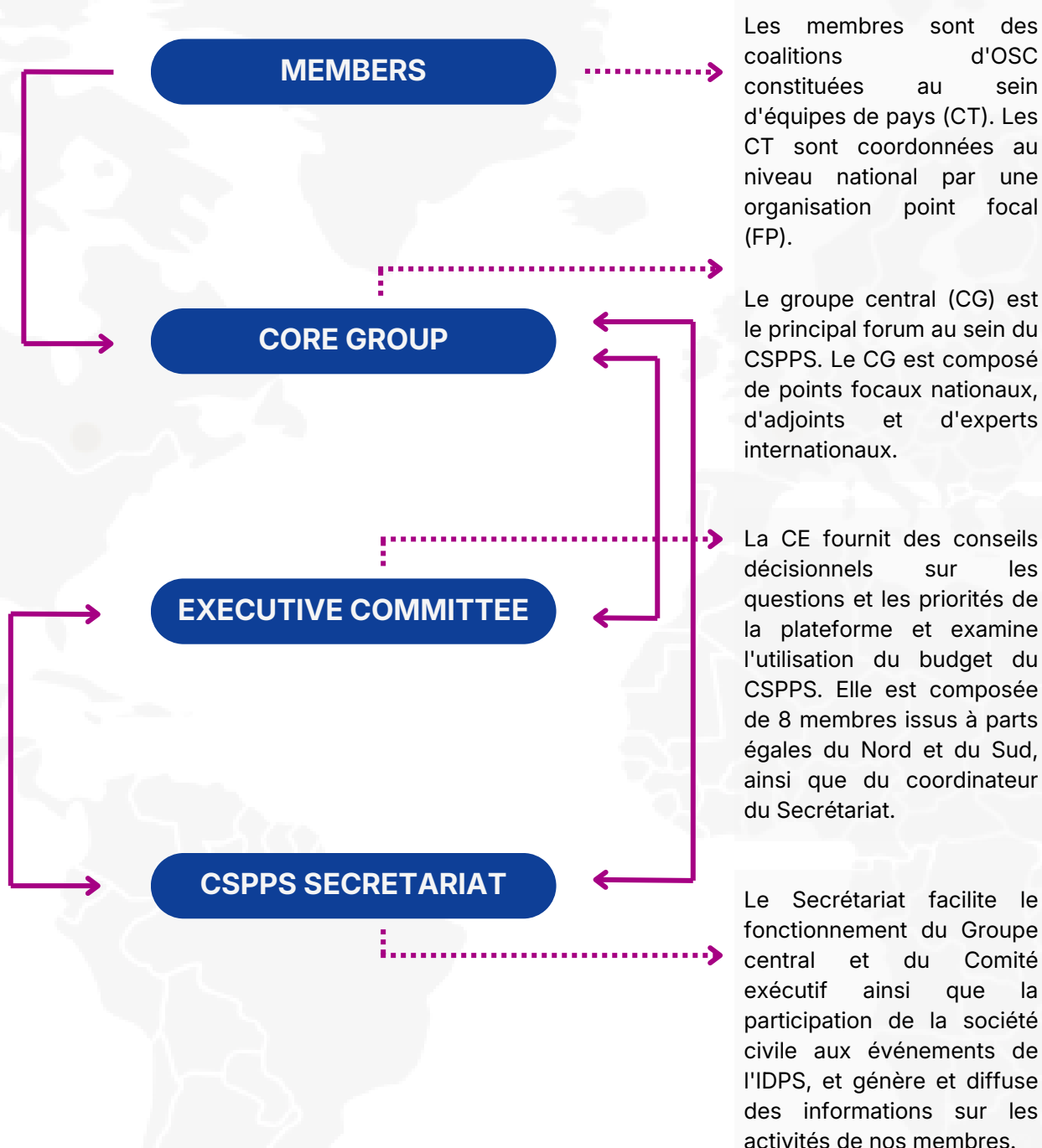
Au cœur de la CSPPS se trouvent des équipes nationales, coordonnées au niveau national par une organisation de référence (FPO), et des membres individuels. Une équipe nationale est créée dès lors qu'il y a plus d'une organisation membre au niveau

national. Pour chaque organisation de coordination, un représentant de coordination (FPR) et un adjoint de coordination (FPD) sont nommés pour assurer la liaison et la communication avec le secrétariat du CSPPS et l'équipe nationale. À ce titre, l'organisation de coordination fournit des analyses, mène des actions de plaidoyer, coordonne des activités (renforcement des capacités, sensibilisation et communication avec les médias) dans son pays d'origine et aide les acteurs de la société civile à participer aux réunions organisées par les parties prenantes gouvernementales et les bailleurs de fonds. Le groupe central (CG) est le principal forum au sein du CSPPS où l'engagement et le leadership dans les processus de consolidation de la paix sont discutés et décidés. Le CG est composé des points focaux nationaux, des adjoints et des membres individuels. Ensuite, au sommet de notre structure de gouvernance se trouve le comité exécutif (CE) élu qui, entre autres responsabilités, fournit des conseils décisionnels sur les questions et les priorités de la plateforme et examine l'utilisation du budget du CSPPS. En outre, deux coprésidents sont élus par le Comité exécutif et servent de conseillers immédiats au Secrétariat dans les périodes où les délais sont courts. Enfin, le Secrétariat facilite le fonctionnement du Groupe central et du Comité exécutif ainsi que la coordination de la participation de la société civile aux événements du Dialogue international sur la consolidation de la paix et l'État (IDPS) et à d'autres domaines politiques pertinents, tout en générant et en diffusant des informations sur les activités de nos membres.

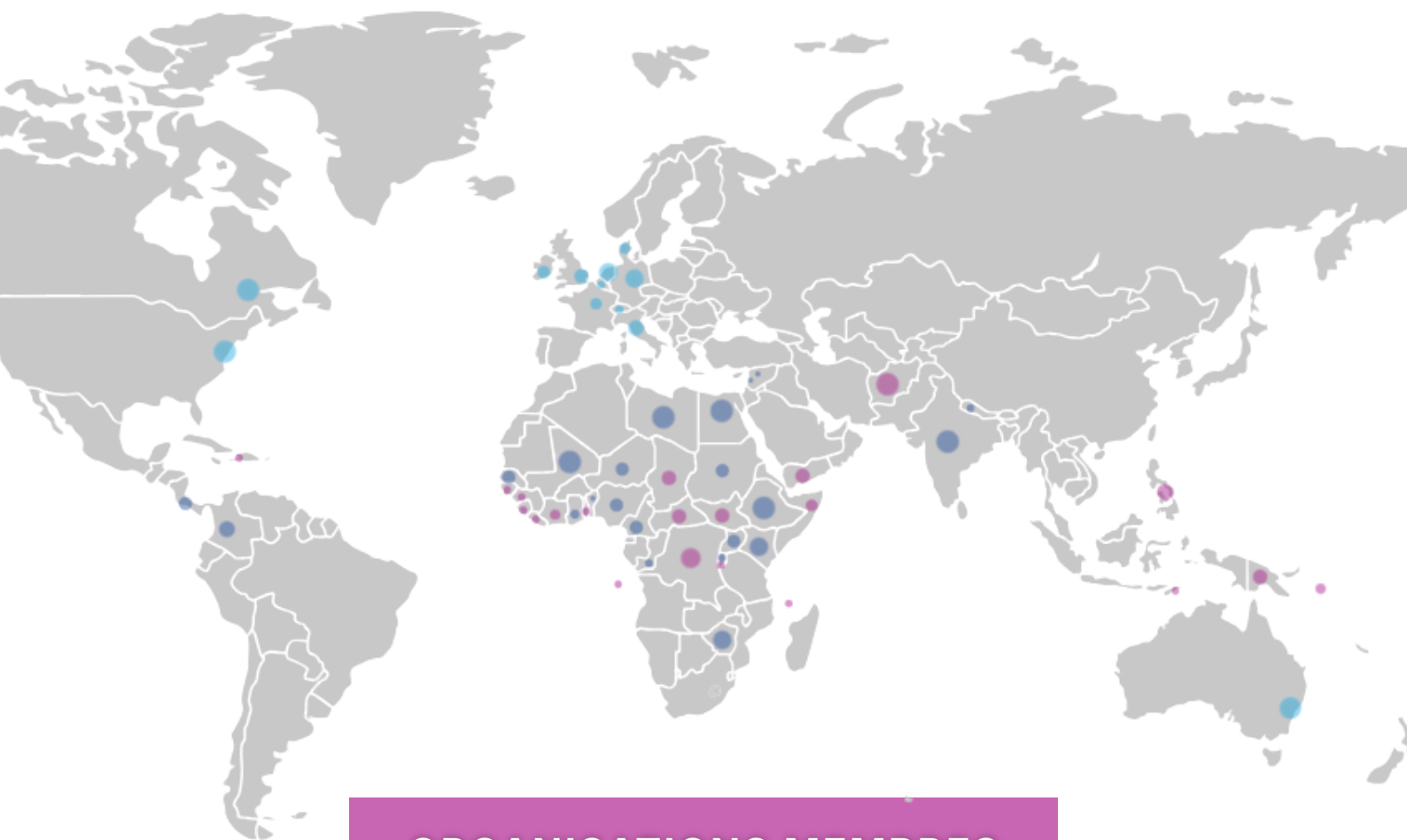


Le Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS) est le premier forum de dialogue politique réunissant les pays touchés par les conflits et la fragilité, les partenaires de développement et la société civile. Les membres constitutifs de l'IDPS sont le Réseau international sur les conflits et la fragilité (INCAF), le groupe g7+ des États fragiles et touchés par des conflits, et la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS). Le Programme des Nations Unies pour le développement gère actuellement le secrétariat de l'IDPS, basé à New York. L'IDPS reste une raison d'être essentielle pour la CSPPS et un point d'entrée clé pour influencer les politiques et faire valoir le rôle et la voix de la société civile dans les dialogues politiques sur la consolidation de la paix et la prévention des conflits.

CSPPS STRUCTURE



CSPPS DANS LE MONDE



**ORGANISATIONS MEMBRES
DANS LES 20 PAYS DU g7+**

**ORGANISATIONS MEMBRES
DANS 24 PAYS NON-
MEMBRES DU g7+**

**ORGANISATIONS
MEMBRES DANS 24 PAYS
DU NORD GÉOPOLITIQUE**



Dans le cadre de son engagement de lutte contre la fragilité, Cordaid héberge la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS). Le secrétariat est géré et coordonné par Peter van Sluijs, expert en consolidation de la paix et prévention des conflits chez Cordaid. Vous trouverez ci-dessous les coordonnées de la Plateforme. N'hésitez pas à nous contacter si vous avez des questions.

LES MEMBRES DU SECRETARIAT

- **Peter van Sluijs**, Expert en consolidation de la paix et prévention des conflits et coordinateur de CSPPS
- **Elise Granlie**, Experte junior sur l'engagement de la société civile dans la paix et la justice ;
- **Camille Panis-Boudin**, Experte junior sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité.
- **Isabela Marcon Ciceri**, Stagiaire Plaidoyer et Coordination

Précédents Stagiaires: Emma Gilmore, Michaela de Toldi, Eugenie Hirsch, Oliver Gyori, Maïa Flamme, Virginia Noacco.

CONTACTS

Pour toute question ou demande de renseignements concernant ce rapport ou le travail de la plateforme, veuillez nous contacter à: info@cspps.org.

Pour en savoir plus sur le travail du CSPPS :

- Visitez notre site web: www.cspps.org
- Suivez-nous sur nos réseaux sociaux:



@cspps



CSPPS



@idps_cspps



@cspps_global